

A LA MEMOIRE DES 1 500 000 VICTIMES ARMENIENNES

24 avril 2020 : 105e anniversaire du génocide arménien de 1915

perpétré par le gouvernement Jeune-Turc

105 ans de déni : ça suffit !

VEILLE MEDIA

Vendredi 23 Octobre 2020

Retrouvez les informations sur notre site :

<http://www.collectifvan.org>

Rubrique Info Collectif VAN :

<http://www.collectifvan.org/rubrique.php?r=0&page=1>

SOMMAIRE

Info Collectif VAN - www.collectifvan.org - Le Collectif VAN [Vigilance Arménienne contre le Négationnisme] vous propose une revue de presse des informations parues dans la presse francophone sur les thèmes concernant le négationnisme, le racisme, l'antisémitisme, le génocide arménien, la Shoah, le génocide des Tutsi, les crimes perpétrés au Darfour, la Turquie, l'Union européenne, l'occupation de Chypre, etc... Nous vous suggérons également de prendre le temps de lire ou relire les articles mis en ligne dans la rubrique [Info Collectif VAN](#) et les traductions regroupées dans notre rubrique [Actions VAN](#). Par ailleurs, certains articles en anglais, allemand, turc, etc, ne sont disponibles que dans la newsletter Word que nous générons chaque jour. Pour la recevoir, abonnez-vous à la Veille-Média : c'est gratuit ! Vous recevrez le document du lundi au vendredi dans votre boîte email. Bonne lecture!

Presse arménienne : Revue du 22 octobre 2020

23/10/2020 – Collectif VAN

<https://collectifvan.blogspot.com/2020/10/presse-armenienne-revue-du-22-octobre.html>

Turquie : Ouverture du procès pour le meurtre de l'avocat kurde Tahir Elçi

23/10/2020 – Collectif VAN

<https://collectifvan.blogspot.com/2020/10/turquie-ouverture-du-proces-pour-le.html>

Karabakh : Emmanuel Macron a reçu le président arménien jeudi

22/10/2020 – 20 Minutes

<https://www.20minutes.fr/monde/2891455-20201022-karabakh-emmanuel-macron-recu-president-armenien-jeudi>

Nagorny-Karabakh. Emmanuel Macron a reçu le président arménien en vue d'un cessez-le-feu

22/10/2020 - Ouest-France

<https://www.ouest-france.fr/europe/armenie/nagorny-karabakh-emmanuel-macron-a-recu-le-president-armenien-en-vue-d-un-cessez-le-feu-7025781>

Poutine dit que le nombre de morts "s'approche de 5.000" depuis la reprise des combats

22/10/2020 – L'Orient Le Jour

<https://www.lorientlejour.com/article/1237754/poutine-dit-que-le-nombre-de-morts-sapproche-de-5000-depuis-la-reprise-des-combats.html>

La Douma russe a annoncé la possibilité d'une opération aéroportée russe au Haut Karabagh

22/10/2020 – NAM

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=70531

Azerbaijan: Cluster Munitions Used in Nagorno-Karabakh

23/10/2020 – HRW

<https://www.hrw.org/news/2020/10/23/azerbaijan-cluster-munitions-used-nagorno-karabakh>

Toulouse. Les Arméniens ont dénoncé la guerre actuelle

22/10/2020 - Marie-Laure Thomas - La Marseillaise

<https://www.lamarseillaise.fr/international/videos-au-senat-jeremy-bacchi-interpelle-clement-beaune-secretaire-d-etat-charge-des-affaires-europeennes-sur-la-situation-au-haut-karabakh-MC5051439>

Notre objectif est que la communauté internationale reconnaisse l'indépendance du Haut-Karabakh: Interview du Premier ministre à l'agence de presse «Interfax»

22/10/2020 - Premier Ministre de la République d'Arménie

[https://www.primeminister.am/fr/interviews-and-press-conferences/item/2020/10/22/Nikol-Pashinyan-interview-Interfax/#photos\[pp_gal_1\]/2/](https://www.primeminister.am/fr/interviews-and-press-conferences/item/2020/10/22/Nikol-Pashinyan-interview-Interfax/#photos[pp_gal_1]/2/)

Poutine affirme œuvrer à un compromis entre Arméniens et Azéris, rappelle sa neutralité, mais évoque les pogromes anti-Arméniens de Soumgaït

23/10/2020 – NAM

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=70571&utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter

HDP MP Paylan: AKP gov't created ordinary climate of hatred in Turkey

22/10/2020 - Hacı Bişkin - Duvar

https://www.duvarenglish.com/politics/2020/10/22/hdp-mp-paylan-akp-govt-created-ordinary-climate-of-hatred-in-turkey/?fbclid=IwAR0qzklUg1t2dzcZv0oAl-2-SpbKLdNDk4ceC4Q_tChyMftvbAI6zQkhRQU

Turkey leads new atrocities against Armenians

21/10/2020 - Raffi K. Hovannisian – NJ Post

https://nypost.com/2020/10/21/turkey-leads-new-atrocities-against-armenians/?fbclid=IwAR3Uk7GeKpz_U3HXqfEX3VC4ppM0dBIBXwgW1tWnLmxSG9AEXRS0A3eHEj4

L'Europe inquiète face à la politique offensive de la Turquie

22/10/2020 - Léa-Lisa Westerhoff - RFI

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/20201022-europe-inqui%C3%A8te-face-politique-offensive-turquie>

La Bibliothèque du Congrès corrige le thème « Massacres arméniens » sous le titre « Génocide arménien »

23/10/2020 - NAM

http://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=70519

Haut-Karabakh : pas de solution diplomatique en vue

23/10/2020 - euronews

<https://fr.euronews.com/2020/10/22/haut-karabakh-pas-de-solution-diplomatique-en-vue>

La Roche-sur-Yon. Ils collectent des dons pour soutenir le peuple arménien

22/10/2020 - Ouest-France

<https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/la-roche-sur-yon-85000/la-roche-sur-yon-ils-collectent-des-dons-pour-soutenir-le-peuple-armenien-7025430>

Des mercenaires syriens, pressés par la misère, meurent par dizaines au Haut-Karabakh

22/10/2020 - [Madjid Zerrouky](#) – Le Monde

https://www.lemonde.fr/international/article/2020/10/22/le-lourd-tribut-des-mercenaires-syriens-au-haut-karabakh_6056994_3210.html

Strasbourg: 850 personnes manifestent contre la guerre au Haut Karabakh

23/10/2020 - L'Alsace

<https://www.lalsace.fr/faits-divers-justice/2020/10/23/strasbourg-600-personnes-manifestent-contre-la-guerre-au-haut-karabakh>

Un médecin canadien au coeur de la guerre du Haut-Karabakh

22/10/2020 - Axel Tardieu - Radio-Canada

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1743047/haut-karabakh-vartazarmian-raphael-armenie-medecin-guerre>

La paix par l'autodétermination

22/10/2020 - Gilles Duceppe et Daniel Turp - La Presse

<https://www.lapresse.ca/debats/opinions/2020-10-22/conflit-au-haut-karabakh/la-paix-par-l-autodetermination.php>

À Stepanakert, capitale fantôme du Haut-Karabakh, des habitants restent malgré la guerre

23/10/2020 - Tarek Kai, Luke Shrago - France 24

<https://www.france24.com/fr/europe/20201023-haut-karabakh-conflit-capitale-fantome-fuite-habitant-ceux-qui-restent>

Arménie : la foi comme seul espoir

23/10/2020 - I.G. et Gilles Bader Stepanakert – La Provence

<https://www.laprovence.com/article/societe/6156683/armenie-la-foi-comme-seul-espoir.html>

'Otan veut éviter toute implication

23/10/2020 - [Efi Koutsokosta](#) - Euronews

<https://fr.euronews.com/2020/10/23/l-otan-veut-eviter-toute-implication>

Rencontre à Paris des présidents arménien et français

23/10/2020 - courrier.am

<https://www.courrier.am/fr/actualite/rencontre-paris-des-presidents-armenien-et-francais>

Haut-Karabakh: Les Etats-Unis tentent à leur tour une médiation

23/10/2020 - Challenges

https://www.challenges.fr/monde/haut-karabakh-les-etats-unis-tendent-a-leur-tour-une-mediation_733987

INFOS COLLECTIF VAN

Presse arménienne : Revue du 22 octobre 2020



Info Collectif VAN - www.collectifvan.org – Le Collectif VAN vous présente cette Revue de Presse parue sur le site de l'Ambassade de France en Arménie le 23 octobre 2020.

Ambassade de France en Arménie

Revue de la presse arménienne du 22 octobre 2020

La guerre se poursuit/ Le représentant du Ministère arménien de la Défense (MDD), Artsrun Hovhannisyan, a déclaré que le 21 octobre les batailles avaient continué dans toutes les directions depuis le petit matin. Selon lui, les combats se sont poursuivis également au centre. Il a également déclaré que le travail des médecins sur la ligne de front était difficile et dangereux, car l'adversaire bombarde les ambulanciers travaillant sur la ligne de front et même les hôpitaux. Les forces armées azerbaïdjanaises continuent de bombarder la ville de Martakert au Karabakh et les villages voisins. La situation dans la nuit du 21 au 22 octobre a été « *relativement stable-tendue* » avec des batailles d'artillerie reprenant dans des parties individuelles du front. Selon le MDD, l'adversaire a fait des tentatives d'incursion de sabotage dans la direction centrale, qui ont été contrecarrées avec succès par les unités de l'armée de défense. La partie arménienne a fait état de 834 victimes militaires

depuis le début du conflit. « *Il s'avère que nous avons un missile balistique intercontinental Yars mais nous ne le savions pas* » a réagi sarcastiquement le MDD arménien aux informations diffusées par l'Azerbaïdjan. L'infocentre arménien a publié des photos sur l'utilisation par les forces azerbaïdjanaises des pièces d'artillerie automotrices de 152 mm du DANA tchèque. La presse locale cite l'article de *France24* sur les vidéos géolocalisées attestant de la présence de combattants syriens au Haut-Karabakh. Commentant l'annonce du vice-président de Turquie, Fuat Oktay, selon laquelle la Turquie est prête à envoyer ses troupes en Azerbaïdjan si Bakou en fait la demande, le directeur de l'Institut des études orientales de l'Académie nationale des sciences arménienne, Ruben Safrastyan, a déclaré que cette annonce visait à encourager l'Azerbaïdjan à poursuivre les combats.

Rencontre des MAE arménien et russe/ Le Ministre russe des Affaires étrangères a eu des réunions séparées avec ses homologues arménien et azerbaïdjanais à Moscou. Dans un communiqué sur la rencontre, le Ministère arménien des Affaires étrangères (MAE) a indiqué que Mnatsakanyan a déclaré à Lavrov que les accords conclus restaient sur le papier « *en raison de la position perfide de l'Azerbaïdjan* » et de ses mesures visant à déstabiliser la situation. Réitérant l'engagement de l'Arménie envers les accords sur la cessation des hostilités conclus les 10 et 17 octobre par des déclarations communes, Mnatsakanyan a souligné que l'établissement d'un cessez-le-feu durable maintenu par des mécanismes de vérification était l'objectif premier.

Pachinian : à ce stade, le conflit du Haut-Karabakh ne peut pas avoir de solution diplomatique/ Lors d'un live Facebook, Nikol Pachinian a déclaré qu'à ce stade, le conflit du Haut-Karabakh ne pouvait pas avoir de solution diplomatique, puisque l'Azerbaïdjan ne veut le résoudre que par des méthodes militaires et que la capitulation du Karabakh est la seule option acceptable pour la partie azérie. Selon lui, l'Arménie avait déclaré à plusieurs reprises être prête à résoudre le problème par des concessions mutuelles, mais l'Azerbaïdjan a rejeté les options potentiellement acceptables pour l'Arménie. Il a exhorté les Arméniens à rejoindre les forces armées. Pachinian a déclaré que l'Azerbaïdjan poursuivait des opérations militaires offensives en utilisant « *ses dernières réserves* ». Selon lui, dans ces circonstances, les Arméniens n'ont pas d'autre choix que de continuer à se battre « *jusqu'à ce qu'il soit*

possible de parvenir à une option acceptable sur le plan diplomatique ». Pachinian a ensuite exhorté les chefs des collectivités locales, des partis politiques, des ONGs et d'autres groupes à former des unités de volontaires qui rejoindraient les troupes au front. « *L'avenir du peuple arménien dépend d'une personne et cette personne est toi* » a déclaré le Premier ministre. Au moment de la rédaction de cette revue, les Maires d'Erevan, de Gumri, d'Etchmiadzin et le gouverneur de la région de Lori ont répondu à l'appel de Pachinian en annonçant la formation de tels groupes dans leurs communautés. Notons que l'appel de Pachinian a été lancé quelques heures après la rencontre entre Mnatsakanyan et Lavrov à Moscou. Pachinian a salué la Russie pour avoir fait de son mieux pour mettre fin aux hostilités et relancer le processus de paix au Karabakh. Selon lui, Moscou remplit également son rôle d'allié stratégique de l'Arménie et du peuple arménien. La porte-parole de Pachinian a déclaré plus tard à la presse que l'Arménie était et restait toujours prête pour un règlement pacifique du conflit du Haut-Karabakh et appréciait grandement les efforts de médiation des pays coprésidant le groupe de Minsk de l'OSCE, en particulier de la Russie.

MAE arménien : le conflit du Haut-Karabakh peut être résolu exclusivement par des moyens pacifiques/ Tard le soir le MAE arménien a publié une déclaration accusant le MAE azerbaïdjanais d'avoir « *publié une déclaration manipulatrice, qui tente de présenter la position de l'Azerbaïdjan et de la Turquie, qui rejettent le règlement pacifique du conflit du Haut-Karabakh, comme étant l'approche de la partie arménienne* ». Selon le MAE, l'Arménie soutient l'application inconditionnelle des accords de cessez-le-feu des 10 et 17 octobre. « *Parlant constamment de positions qui excluent le règlement militaire du conflit, nous soulignons une fois de plus que le conflit du Haut-Karabakh peut être résolu exclusivement par des moyens pacifiques dans le cadre de la coprésidence du Groupe de Minsk de l'OSCE, un format avec un mandat international* ». Le MAE a appelé l'Azerbaïdjan et la Turquie à abandonner « *leur politique traditionnelle de sabotage des efforts de la communauté internationale* ».

Pompeo : les pays tiers doivent se tenir à l'écart du conflit du Haut-Karabakh/ La presse rend compte des déclarations du Secrétaire d'État américain Mike Pompeo, selon laquelle il a l'intention de discuter des possibilités de désescalade de la situation dans la zone de conflit du

Haut-Karabakh avec les Ministres des Affaires étrangères d'Arménie et d'Azerbaïdjan le 23 octobre à Washington. Selon lui, il s'agit d'une situation diplomatique compliquée et les États-Unis, ainsi que la quasi-totalité des pays européens, considèrent le cessez-le-feu comme la solution pour sortir de cette situation. « *Les pays tiers doivent rester à l'écart du conflit, ne pas verser de l'huile dans le feu et ne pas fournir d'armes* » a déclaré Pompeo en soulignant que ce n'est qu'après cela qu'il sera possible de parvenir à une solution diplomatique acceptable pour tous.

Les anciens Présidents arméniens et du Karabakh ont discuté de la situation au Karabakh/ Les anciens Présidents arméniens Levon Ter-Petrossian, Robert Kocharian et Serge Sarkissian, ainsi que les anciens Présidents de facto du Karabakh Arkady Ghukasyan et Bako Sahakyan ont eu une réunion sur la situation au Karabakh. Les détails de la rencontre n'ont pas été rendus publics, mais la presse note que cette rencontre entre les ex Présidents est remarquable étant donné la longue histoire d'antagonisme mutuel entre les ex-présidents arméniens. Sa Sainteté Karékine II, Patriarche suprême et Catholikos de tous les Arméniens, a également eu une réunion avec les anciens présidents de facto du Karabakh. La presse rappelle que ces derniers ont également eu une réunion avec Nikol Pachinian. La presse cite par ailleurs l'interview de Serge Sarkissian à *The Independent* : « *Mon successeur n'a pas suivi la voie que nous avons suivie avec succès depuis longtemps et a décidé, comme il l'a dit, d'entamer les négociations de son propre point de vue* ».

Le Président Armen Sarkissian rencontre des hauts fonctionnaires à Bruxelles/ La presse indique que le Président Armen Sarkissian s'est rendu à Bruxelles pour rencontrer le Président du Conseil européen, Charles Michel, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, le haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, et d'autres hauts fonctionnaires. Après sa rencontre avec Sarkissian, Charles Michel a déclaré qu'il jugeait inadmissible l'implication de forces extérieures dans le conflit du Haut-Karabakh. Jens Stoltenberg a déclaré que l'OTAN était profondément préoccupée par les violations de l'accord de cessez-le-feu qui entraînent de nouvelles victimes. « Il est important que les parties fassent preuve de retenue, respectent le régime de cessez-le-feu et s'assoient autour de la table des négociations » a déclaré le Secrétaire général de l'OTAN. Le

Président Sarkissian a déclaré à son tour que la Turquie soutenait l'Azerbaïdjan dans les domaines militaire et diplomatique et amenait également des terroristes dans la région. *« Si la Turquie, membre de l'OTAN, cesse d'être partie au conflit, je pense que nous pourrions obtenir un cessez-le-feu et entamer des négociations pour trouver une solution pacifique à ce conflit »* a déclaré Sarkissian.

Pachinian : la Turquie veut imposer sa présence dans le Caucase du Sud/ *« Nous sommes au coeur d'une guerre à grande échelle pré-planifiée, qui constitue une menace pour toute la région »* a déclaré

Nikol Pachinian dans une interview à l'agence de presse iranienne IRNA. Il a déclaré que l'Arménie saluait toute mesure constructive de l'Iran pour ramener la paix et la stabilité dans la région. Quant aux raisons qui empêchent l'instauration du cessez-le-feu, Pachinian a déclaré que la Turquie tentait de saper le cessez-le-feu, car elle s'était fixé des objectifs ambitieux : imposer sa présence dans le Caucase du Sud. Selon lui, ceci devrait être sérieusement pris en considération et les acteurs régionaux devraient exprimer leur position à cet égard. Commentant le fait que des mortiers de la zone de conflit avaient frappé l'Iran à plusieurs reprises et de nombreux drones étaient entrés dans le ciel iranien (cf. revue du 21 octobre 2020), Pachinian a assuré que la partie arménienne faisait tout son possible pour veiller à ce qu'aucun mal ne soit fait à l'Iran ami et que ceci ne se reproduise plus.

La guerre et l'économie/ Le gouvernement arménien a validé l'interdiction temporaire sur les importations de produits finaux fabriqués en Turquie à partir du 31 décembre 2020 (cf. revue du 17 au 19 octobre 2020). Le Parlement a adopté en première lecture le projet de loi rédigé par le Cabinet qui prévoit de permettre aux banques et aux organismes de crédit d'initier des allègements de dettes et d'annuler les dettes sans conséquences fiscales des personnes qui sont mortes ou ont souffert d'un handicap à la suite de la guerre au Karabakh. Les familles des victimes sont également couvertes par la décision. Le parlement a également approuvé les projets de loi sur les privilèges fiscaux pendant la loi martiale.

68530 cas confirmés de coronavirus/ Au moment de la rédaction de cette revue, les autorités ont confirmé 68530 cas de coronavirus dans le pays dont 49219 ont été guéris et 1121 patients sont décédés.

Rédaction : Lena Gyulhasyan

<https://am.ambafrance.org/-Octobre-2020->

<https://collectifvan.blogspot.com/2020/10/presse-armenienne-revue-du-22-octobre.html>

Turquie : Ouverture du procès pour le meurtre de l'avocat kurde Tahir Elçi



Info Collectif VAN - www.collectifvan.org – Le Collectif VAN vous invite à lire ce Communiqué de presse d'Amnesty International publié le 21 octobre 2020.

Amnesty International

Communiqué de presse

Turquie. L'ouverture du procès de trois policiers fait espérer que justice sera rendue dans l'affaire du meurtre d'un avocat

21 octobre 2020, 11:06 UTC

Updated: 22 octobre 2020, 16:47 UTC

Le procès de trois policiers accusés d'avoir tué Tahir Elçi, avocat de renom spécialisé dans la défense des droits humains, laisse entrevoir une possibilité d'obtenir justice, moment qui n'a que trop tardé, a déclaré Amnesty International. Le 28 novembre 2015, Tahir Elçi a été abattu d'une balle dans la tête peu après avoir fait une déclaration lors d'une conférence de presse dans la ville de Diyarbakır, où la première audience du procès de trois des accusés se tient mercredi 21 octobre.

Un rapport publié en 2019 par Forensic Architecture a conclu, en procédant par élimination, que l'hypothèse la plus probable est que Tahir Elçi a été tué par un des trois policiers présents sur place. Ces fonctionnaires sont accusés d'avoir « causé la mort par négligence coupable », chef passible d'une peine de deux à six ans de prison.

« Cruelle ironie, c'est la violence que Tahir Elçi travaillait à éradiquer qui lui a coûté la vie. Obtenir justice pour Tahir Elçi serait une véritable lueur d'espoir dans un pays où l'impunité est malheureusement endémique. »

Dans les semaines ayant précédé le meurtre brutal de Tahir Elçi, il avait été calomnié et arrêté, et des poursuites injustifiées avaient été ouvertes contre lui. Il recevait par ailleurs de nombreuses menaces de mort, dont il parlait ouvertement, mais les autorités n'ont mis en place aucune mesure visant à le protéger.

Cette campagne d'intimidation faisait suite à des propos qu'il avait tenus durant une émission télévisée. Il avait notamment déclaré que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) n'était pas une organisation terroriste mais un mouvement politique armé bénéficiant d'un soutien populaire. Peu avant son meurtre, Tahir Elçi avait dit à la presse : « Nous ne voulons pas d'armes à feu ici, ni d'affrontements ou d'opérations [de police]. »

Türkan Elçi, la veuve de Tahir Elçi, a déclaré : « Une plaie profonde s'est ouverte dans la conscience de la société le jour où un avocat qui croyait à la lutte contre la guerre et la violence a été abattu au vu de tous. Si nous avons dû attendre cinq ans pour que des poursuites soient ouvertes, nous continuons à espérer que justice sera faite. Nous n'avons pas renoncé à croire au droit. »

COMPLÉMENT D'INFORMATION

La première audience dans le cadre du procès de trois policiers et d'un militant présumé du PKK débutera mercredi 21 octobre à la cour d'assises spéciale n° 10 de Diyarbakir.

Amnesty International Turquie sera présente pour observer le début de ce procès attendu de longue date, aux côtés de dizaines d'avocat·e·s, de défenseur·e·s des droits humains, de militant·e·s et d'autres.

En 2015, le minaret carré de Diyarbakir, emblématique de cette ville, a été endommagé lors d'affrontements armés entre les forces turques de sécurité et des membres du PKK armé. Deux jours plus tard, Tahir Elçi s'est exprimé lors d'une conférence de presse sur ce site, afin de réclamer la fin des violences. Lorsque la conférence de presse s'est achevée, des policiers présents sur place ont ouvert le feu sur deux membres présumés du PKK armé, qui descendaient en courant la rue où se trouvait Tahir Elçi, à côté du monument.

L'enquête sur son homicide présentait des failles : la zone n'a pas été immédiatement sécurisée, et près de quatre mois se sont écoulés avant l'ouverture d'une enquête approfondie sur la scène du crime. Les policiers présents sur place ont seulement été interrogés en qualité de témoins.

À l'époque de son meurtre, Tahir Elçi était le président du barreau de Diyarbakir, organisation qui a demandé au groupe de recherche Forensic Architecture, basé au Royaume-Uni, de se pencher sur ce cas. Le rapport de Forensic Architecture et la vidéo qui l'accompagne sont disponibles [ici](#) et ces documents ont été soumis au parquet en 2019, fournissant la base de l'inculpation prononcée en mars 2020. C'est après que les autorités ont examiné ces éléments de preuve que les trois policiers ayant fait feu ce jour-là ont été interrogés en tant que suspects. Ils sont désormais poursuivis en justice.

Tahir Elçi a représenté des familles de personnes ayant été victimes de violations des droits humains aux mains des forces turques de sécurité - notamment de disparitions forcées et d'homicides illégaux par des représentants de l'État. Pendant de nombreuses années, il a joué un rôle essentiel en représentant des victimes de ces crimes devant les tribunaux turcs et la Cour européenne des droits de l'homme, a aidé à établir des dizaines d'organisations de défense des droits humains en Turquie, et a travaillé étroitement avec des groupes internationaux de protection de ces droits, notamment Amnesty International.

<https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/10/turkey-hopes-of-justice-for-as-sassinated-human-rights-lawyer-as-three-police-officers-go-on-trial/>

<https://collectifvan.blogspot.com/2020/10/turquie-ouverture-du-proces-pour-le.html>

GUERRE / ARTSAKH / AZERBAÏDJAN

Haut-Karabakh: Les Etats-Unis tentent à leur tour une médiation

Challenges

Par Reuters le 23.10.2020 à 10h59

BAKOU/EREVAN (Reuters) - Les Etats-Unis tentent vendredi une nouvelle médiation dans le conflit du Haut-Karabakh, où les combats se poursuivent et auraient déjà fait près de 5.000 morts depuis la reprise des affrontements fin septembre, selon Vladimir Poutine.

Le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo doit recevoir séparément à Washington les chefs de la diplomatie arménien Zohrab Mnatsakanian et azerbaïdjanais Jeyhun Bayramov.

Les Etats-Unis, la Russie et la France coprésident le groupe de Minsk, chargé par l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) d'une médiation dans le conflit qui oppose Bakou aux séparatistes arméniens depuis trente ans dans l'enclave azerbaïdjanaise.

Gelé depuis des années, la guerre a repris le 27 septembre et deux cessez-le-feu conclus sous l'égide de Moscou ont été ignorés par les belligérants.

Dans son dernier point en date, le ministère azerbaïdjanais de la Défense a fait état d'affrontements dans plusieurs secteurs proches de la ligne de front qui sépare les deux camps.

Le ministère arménien de la Défense a déclaré vendredi matin que la ville de Martuni, dans le Haut-Karabakh, avait été bombardée pendant la nuit par les forces de Bakou.

Selon Vladimir Poutine, le conflit a sans doute fait plus de 2.000 morts de chaque côté.

"J'espère très sincèrement que nos partenaires américains agiront à l'unisson avec nous et nous aideront à trouver un règlement", a déclaré jeudi le président

russe, ajoutant qu'il s'entretenait plusieurs fois par jour au téléphone avec les dirigeants azerbaïdjanais et arménien.

La tâche s'annonce difficile pour Mike Pompeo.

Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a dit mercredi n'entrevoir aucune solution diplomatique à ce stade.

Le président azerbaïdjanais Ilham Aliiev a quant à lui estimé que les perspectives de paix étaient "très éloignées".

(Nailia Bagirova et Nvard Hovhannisyan; version française Jean-Stéphane Brosse)

https://www.challenges.fr/monde/haut-karabakh-les-etats-unis-tendent-a-leur-tour-une-mediation_733987

Haut-Karabakh : pas de solution diplomatique en vue

Par **euronews** • Dernière MAJ: 23/10/2020 - 06:55

Comment mettre fin à quatre semaines de conflit au Haut-Karabakh ?

Les efforts de la communauté internationale restent vains et les deux trêves humanitaires négociées n'ont pas été appliquées.

Depuis le début des hostilités, Arménie et Azerbaïdjan semblent incapables de dialoguer.

Et les combats continuent dans ce petit territoire du Caucase peuplé à majorité d'Arméniens et revendiqué des deux côtés.

"Nous devons admettre que la question du Karabakh, en ce moment et pour encore longtemps, ne peut avoir de solution diplomatique" indique Nikol Pashinian, le Premier ministre arménien. "Tout ce avec quoi nous serions d'accord est inacceptable pour l'Azerbaïdjan. Cela montre que cela n'a aucun sens, au moins actuellement, de parler de solution diplomatique", a-t-il renchéri.

Si l'Arménie fait appel aux volontaires pour combattre au côté des indépendantistes arméniens du Haut-Karabakh, l'Azerbaïdjan affirme gagner du terrain dans le sud, en direction de l'Arménie et le long de la frontière avec l'Iran.

L'ennemi, qui occupe nos terres depuis près de 30 ans, voit la force de l'armée azerbaïdjanaise sur le champ de bataille. Nous nous battons sur

nos propres terres, nous les défendons, et nous continuerons à en chasser les envahisseurs" _, martèle Ilham Aliyev, le président de l'Azerbaïdjan.

Russie, Etats-Unis et France sont les médiateurs historiques dans le conflit au Haut-Karabakh et sont à la manœuvre aussi cette fois-ci. Mais depuis le milieu des années 1990, tous les efforts diplomatiques ont échoué.

Pour Bakou, la solution passe par la réintégration du Karabakh à son territoire, aujourd'hui de facto indépendant.

Erevan revendique l'indépendance pour cette province et a menacé de la reconnaître de manière unilatérale.

<https://fr.euronews.com/2020/10/22/haut-karabakh-pas-de-solution-diplomatique-en-vue>

La Douma russe a annoncé la possibilité d'une opération aéroportée russe au Haut Karabagh

NAM

Konstantin Zatulin, le vice-président du Comité de la Douma d'État sur la CEI et l'intégration eurasiennne, n'a pas exclu que l'une des options pour la Russie de répondre à la situation au Haut Karabagh pourrait être une opération aérienne de débarquement. Comme le rapporte l'agence « Armenpress » faisant référence à « RIA-Novosti », Zatulin a noté que la paix dans la région était déstabilisée par l'Azerbaïdjan et la Turquie, c'est pourquoi il faut leur rappeler « *quel pays reste le leader dans l'espace post-soviétique* ». Dans le même temps, il a admis qu'il n'était pas sûr de la manière dont Moscou devrait agir, mais a mentionné l'opération de débarquement comme l'une des options possibles.

« Sous la forme d'un renforcement démonstratif du potentiel militaire de l'Arménie. Sous la forme de candidature à l'OTSC, en raison de la nécessité de prendre des mesures pour protéger le territoire arménien, non pas le Haut Karabagh, mais à travers l'opération de débarquement arménienne. En ouvrant un pont aérien. Nous devons clairement expliquer à la Géorgie que, si nécessaire, elle doit accepter calmement que les forces et les moyens nécessaires doivent être envoyés en Arménie par son espace aérien. Cette décision est forcée, car il s'agit de lutter contre la propagation de terroristes dans tout le Caucase, dont souffriront la Russie, la Géorgie et tout le monde. Il y a une menace pour la grande masse de la population arménienne, qui se

souvient historiquement du génocide dans cette région. Nous devons prendre des mesures », a déclaré Konstantin Zatulin.

Il a ajouté que la Russie devrait expliquer à la Géorgie que « les forces et les ressources nécessaires seront envoyées en Arménie via son espace aérien ».

Krikor Amirzayan

par [Krikor Amirzayan](#) le jeudi 22 octobre 2020

© armenews.com 2020

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=70531

L'Otan veut éviter toute implication

Par Efi Koutsokosta & Euronews • Dernière MAJ: 23/10/2020 - 13:38

L'Otan appelle à un arrêt des combats au Haut-Karabakh. Elle demande à la Turquie, membre de l'Alliance et soutien affiché de l'Azerbaïdjan, d'agir en ce sens, sans intervenir sur le terrain. Un engagement d'Ankara pourrait entraîner une réponse de la Russie, proche de l'Arménie.

Le président arménien s'est d'ailleurs rendu à Bruxelles pour faire le point sur la situation avec le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg. Le Norvégien appelle "l'Azerbaïdjan et l'Arménie à la désescalade, à mettre fin aux combats, à arrêter les hostilités, et enfin à respecter et à mettre en oeuvre un cessez-le-feu".

L'Otan appelle à un arrêt des combats au Haut-Karabakh. Elle demande à la Turquie, membre de l'Alliance et soutien affiché de l'Azerbaïdjan, d'agir en ce sens, sans intervenir sur le terrain. Un engagement d'Ankara pourrait entraîner une réponse de la Russie, proche de l'Arménie.

Le président arménien s'est d'ailleurs rendu à Bruxelles pour faire le point sur la situation avec le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg. Le Norvégien appelle "l'Azerbaïdjan et l'Arménie à la désescalade, à mettre fin aux combats, à arrêter les hostilités, et enfin à respecter et à mettre en oeuvre un cessez-le-feu".

La voie diplomatique uniquement

Les tensions se poursuivent aussi en Méditerranée orientale entre la Turquie et la Grèce. Les récents efforts diplomatiques menés par l'Allemagne sont dans l'impasse. La solution ne peut être que diplomatique assure l'ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'Otan. Mais Kay Baily Hutchison ajoute qu'il n'est pas question d'impliquer l'Alliance dans cette affaire qui concerne deux Alliés. *"Nous encourageons les deux camps à s'asseoir autour de la table avec l'Allemagne qu'ils reconnaissent comme un arbitre en qui ils ont confiance, nous sommes d'accord sur ce point"*, souligne la diplomate américaine.

La Turquie a aussi confirmé avoir testé son système de défense de fabrication russe. Un choix qui place une nouvelle fois Ankara en porte-à-faux avec ses alliés.

<https://fr.euronews.com/2020/10/23/l-otan-veut-eviter-toute-implication>

Notre objectif est que la communauté internationale reconnaisse l'indépendance du Haut-Karabakh: Interview du Premier ministre à l'agence de presse «Interfax»

Premier Ministre de la République d'Arménie

22.10.2020

Le Premier ministre Nikol Pashinyan a accordé une interview à l'agence de presse russe Interfax, qui est présentée ci-dessous:

Interfax- Merci pour l'interview. Commençons par la première question. Monsieur le Premier ministre, hier vous avez dit qu'au moins à ce stade, la question du Karabakh n'a pas de solution diplomatique. Que signifie cette déclaration?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Les accords de cessez-le-feu dans la zone de conflit ont été violés au moins deux fois. Bien sûr, l'Azerbaïdjan en blâme la partie arménienne, affirmant que nous avons violé l'accord. Mais nous savons où est la vérité. Une solution diplomatique signifie un compromis. Le problème est que l'histoire de l'ensemble du processus de négociation, et en particulier l'histoire du processus de négociation de ces dernières années, a montré que si l'Arménie déclare que tel ou tel compromis est acceptable pour elle, ce qui, semble-t-il, était auparavant également acceptable pour l'Azerbaïdjan, pour lui, ce compromis devient immédiatement inacceptable. Au moment où l'Arménie se déclare prête à trouver un compromis, l'Azerbaïdjan exige davantage. Et cela dure depuis 9 ans ou même plus. Et c'est ce que je veux dire: tant que cette

position de l'Azerbaïdjan ne change pas, il est irréaliste de parler d'une solution diplomatique. Mais un travail diplomatique est nécessaire pour changer cette position de l'Azerbaïdjan. Et j'apprécie beaucoup les efforts des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE et, en particulier, de la Russie.

Interfax - Donc, à ce stade, nous pouvons affirmer que le travail diplomatique se poursuit et se poursuivra?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Oui, bien sûr. Nous devons trouver rapidement des solutions. Mais à l'heure, surtout après deux accords ratés, je parle de l'accord de Moscou, puis l'accord initié par le Président français, alors que tout semblait d'accord, je ne pense pas qu'une solution diplomatique rapide soit réaliste. Mais cela ne veut pas dire que je n'en veux pas, je ne suis pas prêt à faire tous les efforts nécessaires. C'est mon évaluation objective de la position de l'Azerbaïdjan. De plus, ce n'est pas tant la position de l'Azerbaïdjan, , je pense que c'est plutôt la position de la Turquie, qui se reflète dans la position de l'Azerbaïdjan.

Interfax - Hier, le chef du ministère des Affaires étrangères arménien était à Moscou. Y a-t-il de nouveaux accords suite à la visite? Et demain, Mnatsakanyan rencontrera le secrétaire d'État américain Mike Pompeo. Quelles sont les attentes?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Il n'y a pas d'accords concrets. Le travail diplomatique se poursuit et se poursuivra. L'Arménie était prête et sera prête pour les décisions de compromis.

Interfax - Pour quelles concessions êtes-vous prêt, pouvons-nous parler de céder de sept régions à l'Azerbaïdjan ou de retirer des forces armées arméniennes de la zone de sécurité autour du Haut-Karabakh?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Maintenant, lorsque des actions militaires sont en cours, il est très inapproprié de discuter de ces questions. Les forces d'autodéfense du Haut-Karabakh sont dans les tranchées et actuellement les forces des groupes terroristes, qui ont été transférés en Azerbaïdjan par la Turquie, les mercenaires, attaquent les positions des forces d'autodéfense du Haut-Karabakh. Comprenez-vous la situation des personnes qui y combattent, non contre l'Azerbaïdjan, c'est-à-dire non contre l'armée azerbaïdjanaise, mais contre les terroristes? Et dans cette situation, pouvez-vous imaginer leur réaction lorsque je dis maintenant que nous sommes prêts à faire un compromis avec ces terroristes? J'ai dit que nous sommes prêts à faire un compromis avec l'Azerbaïdjan.

La question du statut du Haut-Karabakh est une question très importante pour nous. Mais maintenant, tout ce processus est sorti du contexte du problème du

Haut-Karabakh. La première chose que nous devons faire est de ramener le processus aux rails des négociations sur le Haut-Karabakh.

La présence de terroristes aura des conséquences concrètes non seulement pour notre région, mais aussi pour les pays proches de notre région. Malheureusement, bien que les pays de la région aient directement et officiellement reconnu la présence de groupes terroristes dans la zone du conflit du Karabakh, mais ils n'ont pas encore pris de mesures antiterroristes concrètes. C'est le point principal, le principal obstacle qui nous empêche de parvenir à une solution diplomatique.

On doit d'abord résoudre le problème des terroristes. Parce que s'ils réussissent ici, ils continueront de se diriger vers le sud et le nord. Parce que c'est leur activité professionnelle - terroriser, déstabiliser, et pour eux il n'y a pas de grande différence où le faire.

Interfax - Vous avez dit – « résoudre le problème des terroristes ». Comment? On voit que seules les déclarations et réactions des différents pays ne semblent pas avoir de tournant.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Oui. Par exemple, mener une opération antiterroriste. Ceci est une option.

Interfax - Par les forces du côté arménien?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Non. Les forces du Haut-Karabakh le font autant que possible. Aujourd'hui, ils combattent sur trois fronts - contre l'armée azerbaïdjanaise, contre l'armée turque et contre les terroristes. Mais je pense que cette question n'est pas seulement pour moi, parce que nous résistons, bien entendu, les actions antiterroristes autant que possible. Je pense que les pays pour la sécurité nationale desquels cette situation pose des menaces concrets, devraient intervenir.

Interfax - Pouvons-nous dire la Russie et l'Iran sont parmi ces pays? Et avez-vous eu un tel dialogue avec eux?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Bien sûr, tout d'abord les intérêts de la Russie sont principalement affectés. Je tiens à attirer votre attention sur le fait que pendant la guerre au Haut-Karabakh, il y a eu au moins deux cas où des opérations antiterroristes ont été menées dans le Caucase du Nord. Les responsables russes ont déclaré que les terroristes venaient de Syrie. Auparavant, le service russe de renseignement extérieur avait déclaré que des terroristes étaient présents dans la zone de conflit. Et ces deux déclarations ne peuvent qu'être liées l'une à l'autre. La question est: les services russes vont-ils attendre l'arrivée de ces terroristes ou est-il nécessaire de mener une politique préventive? Si les terroristes réussissent au Haut-Karabakh, ils chercheront une nouvelle plate-forme d'action. C'est à la Fédération de Russie de décider. Mais

sur ces questions, nous avons eu des consultations avec nos homologues russes et nous avons exprimé notre point de vue.

Interfax - Ai-je bien compris que des mesures préventives peuvent être menées à la fois sur le territoire du Haut-Karabakh et de l'Azerbaïdjan? Cela peut-il être considéré comme une invitation de votre part à une troisième force pour intervenir dans ce conflit?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Il est nécessaire de préciser ce que signifie la troisième force. D'une part, la Russie est le coprésident du Groupe de Minsk de l'OSCE, d'autre part, c'est un allié stratégique de l'Arménie, et le président russe a déclaré que la Fédération de Russie serait fidèle à ses engagements dans le domaine de la sécurité dans les relations avec l'Arménie. C'est déjà une question qui a besoin d'une surveillance plus approfondie. Il y a de nombreuses nuances ici. Je dis que la situation au Haut-Karabakh dépasse depuis longtemps le cadre du problème du Karabakh, et en fait, de nombreux partenaires étrangers l'ont officiellement reconnu, déclaré et je pense et j'espère que la réponse sera également dans le même esprit.

Interfax - Aujourd'hui, le président de l'Azerbaïdjan a déclaré qu'il n'était pas contre le déploiement de soldats de la paix dans la région, mais qu'il exposerait ses propres conditions. J'aimerais connaître votre opinion sur l'éventuel déploiement de soldats de la paix. Les contingents de quels pays peuvent faire partie de la force de maintien de la paix, sous la direction de qui?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Le déploiement de forces de maintien de la paix est acceptable pour nous. Je peux dire que les vues de l'Azerbaïdjan sur la composition des soldats de la paix ne coïncideront pas avec les vues de l'Arménie sur cette question. Si nous parlons de compromis, la présence de soldats de la paix russes peut également devenir une version de compromis. La Fédération de Russie entretient de bonnes relations avec l'Azerbaïdjan et l'Arménie. Il est très important de tenir compte du point de vue d'autres pays de la région, il est important que des forces de maintien de la paix stabilisent la région, et non l'inverse.

Interfax - Aliyev a également déclaré qu'il ne peut y avoir de référendum au Haut-Karabakh, mais n'a pas exclu la possibilité d'une autonomie culturelle. Votre commentaire.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Il n'y a rien de nouveau dans cette position. C'est une position qui se fait entendre depuis 15 à 20 ans. C'est inacceptable pour nous. Le droit à l'autodétermination du peuple du Haut-Karabakh doit être protégé et respecté.

Interfax - Êtes-vous prêt pour une réunion avec le président de l'Azerbaïdjan, des préparatifs sont-ils en cours et avez-vous reçu une invitation?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Il n'y avait pas d'invitation officielle, mais j'ai compris qu'Aliyev et moi-même avons confirmé notre volonté de nous rencontrer et d'essayer de trouver une solution diplomatique à cette situation. Bien sûr, je suis prêt, mais il faut qu'il y ait des conditions préalables à l'efficacité de cette réunion.

Interfax - Où la réunion peut-elle avoir lieu?

Premier ministre Nikol Pashinyan - À Moscou.

Interfax - À quelles conditions? Du point de vue d'Erevan, que signifient les négociations de fond?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Cela signifie une solution finale au problème du Haut-Karabakh.

Interfax - Est-ce l'indépendance du Haut-Karabakh ou l'unification à l'Arménie?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Il s'agit du respect du droit et de la protection du droit à l'autodétermination du peuple du Haut-Karabakh.

Interfax - Pensez-vous qu'il soit possible de changer le format des négociations? La participation de la Turquie au processus de négociation est-elle possible, sur laquelle Bakou insiste?

Premier ministre Nikol Pashinyan - C'est une position étrange, car une déclaration a été adoptée à Moscou par les ministres des Affaires étrangères de la Russie, de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan et il y était précisément indiqué que le format de la coprésidence du Groupe de l'OSCE à Minsk ne changerait pas. Les négociations devraient se poursuivre dans ce format. Je dis que l'Azerbaïdjan change de position à chaque fois. À Moscou, cette question a été approuvée par une déclaration commune, mais deux jours plus tard, l'Azerbaïdjan a de nouveau déclaré que la Turquie devait en être le coprésident. Il semblerait que le problème a été résolu, il y a eu une déclaration, le problème a été résolu, mais il est en train de rouvrir. Comment ces travaux peuvent-ils être fructueux dans cette situation, si à chaque minute l'Azerbaïdjan change les positions et les questions déjà convenues.

Interfax - Pensez-vous que la réconciliation arméno-turque est possible ou tout est-il déjà perdu?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Nous avons toujours dit que l'Arménie était prête à établir des relations diplomatiques sans aucune conditions préalables. Bien sûr, ces événements et la guerre ajoutent des tensions aux relations, mais comme dans le cas de l'Azerbaïdjan, nous sommes prêts pour des discussions diplomatiques, et dans le cas de la Turquie.

Interfax - La Turquie est membre de l'OTAN et soutient activement l'Azerbaïdjan. L'escalade du conflit pourrait-elle conduire à une confrontation entre la Russie et l'OTAN?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Je ne pense pas que cela soit possible, car il est évident que la Turquie participe ici non pas en tant que représentant de l'OTAN, mais en tant que pays qui joue un rôle déstabilisateur non seulement dans le Caucase du Sud, mais aussi avec les pays membres de l'OTAN. Par exemple, la Grèce. La Grèce est membre de l'OTAN, mais la Turquie prend des mesures qui ajoutent et créent des tensions avec la Grèce.

Interfax - Pensez-vous que la Russie pourrait convaincre la Turquie de ne pas s'immiscer dans le conflit du Karabakh? Avez-vous discuté de cette question avec Vladimir Poutine?

Premier ministre Nikol Pashinyan: - Les représentants russes ont exprimé à plusieurs reprises leur position sur cette question. Dans quelle mesure ces actions et la position de la Fédération de Russie seront-ils convaincants est une autre question?. J'ai déjà dit que cette situation dépassait le cadre du seul problème du Karabakh. C'est un problème plus large. Et cela concerne non seulement les relations de l'Arménie avec la Russie, l'Azerbaïdjan et la Turquie, mais aussi les relations entre la Russie et la Turquie, en particulier, dans notre région. Beaucoup de choses sont décidées ici, et en fonction des décisions et du type de situation à laquelle nous en arriverons, cela aura des conséquences concrètes non seulement pour les pays du Caucase du Sud, mais aussi pour d'autres pays. Ces pays doivent accepter la situation de ce point de vue. Il est nécessaire de prendre en compte les conséquences potentielles qui se produiront inévitablement et il est nécessaire que des mesures concrètes soient prises pour suspendre ou prévenir ces conséquences négatives qui semblent inévitables, si les processus se déroulent selon des scénarios négatifs.

Interfax - En cas d'escalade des hostilités et de leur transfert sur toute la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, allez-vous vous adresser à l'OTSC et à la Russie?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Nous avons déjà informé nos collègues de l'OTSC de la situation actuelle. La Russie a déclaré que Moscou respecterait ses obligations contractuelles envers l'Arménie dans le domaine de la sécurité. Si la situation évolue ainsi, bien sûr, l'Arménie se adressera vers l'OTSC pour ce problème, ou peut-être directement à la Russie.

Interfax - La dernière étape, après laquelle il n'y aura pas de retour aux négociations, sera la reconnaissance de l'indépendance du Haut-Karabakh par l'Arménie. Quand viendra la ligne rouge, après quoi vous le ferez? Et, à propos, hier, le vice-président de la Turquie Fuat Oktay a déclaré que son pays enverrait des troupes au Haut-Karabakh si l'Azerbaïdjan leur demandait officiellement de l'aide.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Ils ont déjà envoyé leurs troupes. Ce n'est qu'une question de formalités formelles et informelles. Et la déclaration de Fuat Oktay est la réponse de la Turquie aux discussions sur la présence de soldats de la paix russes dans cette région.

L'Arménie n'a pas pour objectif d'être le seul pays à avoir reconnu l'indépendance du Haut-Karabakh. Notre objectif est que la communauté internationale reconnaisse l'indépendance du Haut-Karabakh.

Interfax - Les anciens présidents de l'Arménie et du Haut-Karabakh ont tenu des réunions actives sur la question du Karabakh ces derniers jours. Êtes-vous en quelque sorte impliqué dans ce processus?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Je suis informé du contenu de ces réunions. Les deuxième et troisième présidents du Haut-Karabakh m'ont contacté et m'ont informé des objectifs des discussions.

Interfax - Trouvez-vous ces réunions utiles?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Je ne les considère pas nuisibles.

Interfax - En bref, où est la clé du règlement du conflit du Haut-Karabakh?

Premier ministre Nikol Pashinyan - La clé du règlement est dans le compromis, dans une implication plus active des coprésidents du groupe de l'OSCE à Minsk, en particulier la Russie.

Interfax - Comment la guerre a-t-elle affecté l'économie?

Premier ministre Nikol Pashinyan - La guerre n'a jamais un effet positif sur l'économie. Cela a un effet négatif.

Interfax - Depuis janvier 2021, l'Arménie interdira l'importation de marchandises en provenance de Turquie pendant six mois. Selon la liste publiée, il existe un grand nombre de noms de divers produits. Quel impact négatif cela aura-t-il sur l'économie arménienne?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Nous espérons que cela aura un impact positif. C'est une décision politique importante. Notre économie doit répondre aux politiques destructrices de la Turquie.

Interfax - Attendez-vous une aide de la Russie, sinon militaire, alors en termes financiers? La Russie peut-elle apporter une aide, un prêt ou fixer des prix préférentiels de l'énergie? Dans la perspective de cette dernière flambée, vous avez négocié une réduction des prix du gaz. Ces questions ont-elles été discutées avec le Premier ministre russe lors de sa visite à Erevan?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Bien sûr, nous avons discuté des questions économiques. Nous avons besoin maintenant du soutien de la Russie et je suis convaincu que la Russie continuera à nous soutenir dans la mesure du possible.

[https://www.primeminister.am/fr/interviews-and-press-conferences/item/2020/10/22/Nikol-Pashinyan-interview-Interfax/#photos\[pp_gal_1\]/2/](https://www.primeminister.am/fr/interviews-and-press-conferences/item/2020/10/22/Nikol-Pashinyan-interview-Interfax/#photos[pp_gal_1]/2/)

Rencontre à Paris des présidents arménien et français

courrier.am

23.10.2020

Une rencontre du président arménien Armen Sarkissian et du président français Emmanuel Macron a eu lieu au palais de l'Élysée. Le bureau du Président arménien a déclaré à Armenpress qu'au cours de l'entretien, les présidents arménien et français avaient discuté de la situation dans la zone de conflit du Karabakh.

Le président Sarkissian a exprimé sa gratitude au président Macron et a noté que l'Arménie attache une grande importance aux efforts de la France, en tant que coprésidente du groupe de l'OSCE à Minsk et à la position personnelle du président Macron dans la résolution du conflit.

Le Président de l'Arménie s'est déclaré profondément préoccupé par l'assistance militaire et politique de la Turquie à l'Azerbaïdjan et a souligné que l'implication de la tierce partie d'une telle ampleur aggrave la situation, mettant en danger la stabilité et la sécurité de la région. Le président Sarkissian a déclaré que les terroristes islamiques transportés par la Turquie en Azerbaïdjan et enrôlés dans les forces armées de ce pays pour être utilisés dans les actions militaires contre l'Artsakh, constituent une menace particulière pour la région. Il est également possible que plus tard ils apparaissent dans d'autres pays, y compris en Europe.

Les Présidents arménien et français ont également déclaré avec satisfaction que les relations privilégiées arméno-françaises, fondées sur les liens séculaires et l'amitié des deux nations, continuent de se développer dans un esprit d'amitié et de compréhension mutuelle.

Notons que Armen Sarkissian est arrivé à Paris en provenance de Bruxelles où il a rencontré le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg, le haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité Josep Borrell et le président du Conseil européen Charles Michel, annonce le bureau du Président arménien.

<https://www.courrier.am/fr/actualite/rencontre-paris-des-presidents-armen-et-francais>

Vidéos : au Sénat, Jérémie Bacchi interpelle Clément Beaune secrétaire d'État chargé des affaires européennes sur la situation au Haut-Karabakh

La Marseillaise

Jérémie Bacchi sénateur du groupe communiste est intervenu au Sénat dans la nuit du 21 octobre concernant le conflit du Haut Karabakh, sa libération et sa reconnaissance.

[Marie-Laure Thomas](#)

[Paris](#) / 22/10/2020 | 11h40

«La trêve humanitaire violée, un cessez-le-feu jamais vraiment respecté... il ne s'agit pas d'un fait mineur, la paix est menacée aux portes d'Europe », déclare-t-il. « A quand une reconnaissance par l'union européenne du Haut Karabakh ? Monsieur le ministre ? je m'interroge » ajoute-t-il à l'attention de Clément Beaune secrétaire d'État chargé des affaires européennes.

<https://www.dailymotion.com/video/x7wzday>

Ci-dessous la réponse de Mr. Clément Beaune à Jérémie Bacchi concernant le Haut-Karabakh. « La priorité de la France est de maintenir un lien entre les parties dans l'intérêt que vous avez légitimement défendu car l'enjeu à cours terme c'est que les hostilités cessent » répond-t-il «avec prudence».

<https://www.dailymotion.com/video/x7wzrtd>

Jean-Yves Le Drian ministre de l'Europe et des affaires étrangères clarifie à son tour la position du gouvernement français concernant le Haut-Karabakh.

<https://www.dailymotion.com/video/x7wzfjy>

<https://www.lamarseillaise.fr/international/videos-au-senat-jeremy-bacchi-interpelle-clement-beaune-secretaire-d-etat-charge-des-affaires-europeennes-sur-la-situation-au-haut-karabakh-MC5051439>

Poutine affirme œuvrer à un compromis entre

Arméniens et Azéris, rappelle sa neutralité, mais évoque les pogromes anti-Arméniens de Soumgaït

NAM

« D'après les chiffres dont nous disposons, les combats dans la zone du conflit du Haut Karabagh ont causé la mort d'au moins 2000 soldats dans chaque camp, soit un bilan total d'au moins 5 000 morts. A titre de comparaison, l'armée soviétique a perdu 13 000 soldats en dix ans de guerre en Afghanistan, alors qu'ici, en si peu de temps, il y a au moins déjà 5000 morts... » C'est en citant ces chiffres, il est vrai effrayants, que le président russe Vladimir Poutine, qui s'est par ailleurs gardé de chiffrer le bilan des pertes (militaires et civiles chez les Afghans), a voulu frapper les esprits, pour mieux souligner l'urgence d'un arrêt des combats au Karabagh. Le président russe a rappelé que la Russie oeuvrait en ce sens et déployait tous ses efforts pour parvenir à un accord de compromis entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan dans le conflit qui les oppose au Haut-Karabagh, et a aussi exprimé l'espoir que les Etats-Unis assisteront la Russie dans ses efforts en vue d'amener les parties en conflit à respecter le cessez-le-feu qu'ils avaient conclu le 10 octobre sous l'égide de la Russie, et qui restera sans effet sur le terrain, comme d'ailleurs celui conclu le 17 octobre sous l'égide de la France, qui copréside avec les Etats-Unis et la Russie, le Groupe de Minsk en charge du processus de paix depuis 1992. "Les ministres des affaires étrangères des deux pays [Arménie et Azerbaïdjan] nous ont encore rendu visite", a déclaré le président russe lors d'une rencontre au Valdai Discussion Club. "Ils ont une rencontre prévue à Washington le 23 octobre. J'attends de nos partenaires américains qu'ils agissent de concert avec nous et nous aident dans le règlement. Espérons le meilleur ! » a poursuivi V.Poutine en ajoutant : "Je souhaite vivement qu'on parviendra à ce compromis... Comme vous le savez, je reste en contact étroit avec le président [Ilham] Aliyev et le premier ministre [Nikol] Pachinian. Je leur parle au téléphone plusieurs fois par jour. Nos ministres des affaires étrangères, de la défense et chefs des services de sécurité sont aussi en contact permanent". Le ministre arménien des affaires étrangères Zohrab Mnatsakanian et son homologue azéri Jeyhun Bayramov doivent avoir des entretiens séparés avec le Secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo vendredi à Washington. Ils avaient rencontré séparément leur homologue russe Sergei Lavrov mercredi, sans que ces discussions ne donnent lieu à quelque résultat concret. Si elle est un partenaire stratégique et allié de l'Arménie, la Russie joue depuis le début des hostilités son rôle de médiation au titre de coprésidente du Groupe de Minsk de l'OSCE, et a coordonné ses initiatives avec ses homologues français et américain, à la faveur de déclarations communes appelant à l'arrêt des combats. "Tous les participants du processus de négociations veulent sincèrement que la situation soit réglée et personne n'y a plus intérêt que la Russie", a souligné V. Poutine, en rappelant que Moscou ne prenait position ni

pour l'Arménie, ni pour l'Azerbaïdjan dans le conflit. "La Russie a toujours eu des relations spéciales avec l'Arménie", a-t-il précisé en ajoutant : "Mais nous avons toujours eu des relations spéciales aussi avec l'Azerbaïjan. Plus de deux millions d'Arméniens et environ près de deux millions d'Azerbaïdjanais vivent en Russie ... Aussi, l'Arménie et l'Azerbaïdjan sont des partenaires égaux pour nous". Mais tout en soulignant cette neutralité russe qui s'adressait en priorité à la Turquie, V.Poutine a rappelé les "crimes brutaux commis contre le peuple arménien", au début du conflit du Karabagh en 1988. "Ce conflit ne se présente pas comme un simple conflit entre Etats ou une lutte pour un territoire. Il a éclaté à l'occasion d'un affrontement interethnique. Hélas, le fait est que des crimes brutaux contre le peuple arménien ont été commis dans [la ville azerbaïdjanaise de] Sumgaït puis dans le Nagorno-Karabakh. Nous devons prendre tout cela en considération".

Le fait que le président russe ait évoqué les pogromes anti-Arméniens de Soumgaït, du 27 février au 2 mars 1988, une ville pétrolière azérie sur la Mer caspienne où la communauté arménienne avait été pourchassée et menacée d'extermination en réponse aux revendications d'autonomie du Karabagh, mérite d'être souligné. Cela montre que le Kremlin est à l'écoute de la partie arménienne, et qu'il entend les arguments historiques et humanitaires sur lesquels elle appuie ses revendications. Dans le même temps, N. Pachinian déclarait jeudi qu'il soutenait la proposition d'un déploiement de forces de paix russes dans la zone du conflit, un « compromis » qui devrait être acceptable aussi par l'Azerbaïdjan, qui a de bonnes relations aussi avec Moscou. Dans un message vidéo adressé à la nation mercredi, Pachinian avait salué le rôle de Moscou qui faisait « de son mieux » pour mettre un terme aux hostilités et relancer le processus de paix au Karabagh. Mais il se montrait dans le même temps sceptique quant à une « solution diplomatique » à la crise, en raison des efforts déployés par l'Azerbaïdjan pour obtenir une victoire militaire. Bakou a dénoncé les déclarations de Pachinian en faisant valoir que sa position sur la résolution du conflit est "constructive."

par [Garó Ulubeyan](#) le vendredi 23 octobre 2020

© armenews.com 2020

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=70571&utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter

Des mercenaires syriens, pressés par la misère, meurent par dizaines au Haut-Karabakh

Le Monde

Appâtés par la solde, manipulés par des recruteurs et des prêcheurs peu scrupuleux, plusieurs dizaines de Syriens sont morts dans le camp azerbaïdjanais.

Par [Madjid Zerrouky](#) Publié hier à 16h16, mis à jour à 08h04

Terré au fond d'un trou poussiéreux dans la région de Horadiz tandis qu'un obus s'abat toutes les deux secondes, Mostafa Qanti filme début octobre de rares images de ces tranchées qui engloutissent des dizaines d'hommes quotidiennement. Loin des regards. Sur le front du Haut-Karabakh. *« Dieu, protège-nous. Ils nous ont massacrés. Ces chiens d'Arméniens... Ils ont massacré les gars... »*

A 23 ans, Mostafa Qanti est un mercenaire. C'est un ancien rebelle syrien originaire de Hayyan, une bourgade située au nord d'Alep repassée sous le contrôle de Damas. Réfugié dans l'un des multiples camps improvisés dans lesquels s'entassaient des dizaines de milliers de familles, Mostafa Qanti a été recruté par la division Hamza, une faction armée rebelle qui s'est recyclée en milice supplétive de la Turquie. Il pensait partir en Libye, ce sera l'Azerbaïdjan, comme pour plus d'un millier de ses comparses.

Après la Tripolitaine, où elles ont été déployées à partir de l'hiver dernier pour défendre la capitale libyenne menacée par les forces du maréchal Haftar, ces milices ont été projetées par Ankara dans les montagnes du Caucase en soutien aux forces azerbaïdjanaises. Le 5 octobre, le site d'informations *Jesrpes*, qui a obtenu des images de l'inhumation à la sauvette, et de nuit, de plusieurs combattants de la brigade Sultan Murad, évaluait à 85 le nombre de mercenaires tués sur le front en à peine dix jours de combats. L'affaire est sensible : des proches de combattants disparus refusent d'aborder le sujet, même après avoir annoncé leur mort. Des estimations plus récentes mais invérifiables évoquent plus de 150 tués.

Des « martyrs » dans les rangs

« Le commandement veut avancer le plus rapidement possible avant un cessez-le-feu », témoigne Mohamed, déployé sur une ligne de front dans le sud de l'enclave séparatiste arménienne. Le milicien, qui dit avoir 24 ans, ne s'attarde pas sur les conditions de son enrôlement. Il évoque en revanche des combats meurtriers – « il fallait conquérir des hauteurs » –, « des marches forcées sans un jour de repos ». Et des « martyrs » dans les rangs.

Le terme peut faire bondir. « Que Dieu leur accorde sa miséricorde, mais qu'il maudisse ceux qui ont fait commerce de leur sang », s'exclame le proche d'un ancien rebelle, enterré au début du mois à Azzaz. En colère,

l'activiste Ahmed Ferzane, originaire de Rastan, d'où viennent au moins une demi-douzaine de combattants tués en Azerbaïdjan, y voit une énième trahison et des vies broyées. Dans une vidéo postée sur sa page Facebook, il décrit des hommes, pressés par la misère, qui s'engagent sans le savoir dans une guerre dont les enjeux les dépassent.

« Les jeunes ont été trompés par les commandants des factions armées. Ils leur ont dit qu'ils serviraient comme policiers ou gardes-frontières sans participer aux combats. » « Ceux qui y sont allés n'ont pas de quoi nourrir leurs enfants. L'hiver est passé, puis l'été, sans qu'ils puissent subvenir aux besoins des leurs », poursuit-il. A l'en croire, les soldes promises, conséquentes dans le contexte d'une Syrie ruinée par dix ans de guerre, disparaissent souvent dans les poches des chefs miliciens à l'appétit vorace. « Ils ne touchent en réalité que 20 % de ce qui leur est dû. Les Turcs versent 800 à 900 dollars par combattant, jusqu'à 700 sont prélevés par les commandants. »

« Les jeunes se disent qu'ils vont y aller pour deux, trois mois. Ils pensent que ce n'est pas trop dangereux et qu'ils vont prendre 2 000 à 3 000 dollars avant de revenir. Malheureusement, ils se sont retrouvés en première ligne dès le premier jour... Pendant ce temps, leurs recruteurs accumulent voitures et villas en Syrie. »

« Cette guerre n'est pas la nôtre. Et vous ne trouverez là-bas [en Azerbaïdjan] aucune gloire. Rien que la mort », ajoute Ahmed Ferzane, en s'adressant à ceux qui pourraient être tentés par l'aventure.

Prêcheurs à la solde des milices

Si l'envoi de combattants en Libye et en Azerbaïdjan révèle la détresse économique de nombreux Syriens, certains en profitent. Dans le sillage des chefs des trois factions pro-turques engagées (la division Hamza, les brigades Sultan Murad et Sultan Suleiman Chah) prospère ainsi toute une économie du mercenariat, avec ses recruteurs et rabatteurs. L'un de ses cœurs névralgiques est une grande installation bâtie sur la frontière syro-turque, à Hiwar Kilis. Là, revêtus d'uniformes de gardes-frontières azerbaïdjanais, des dizaines de recrues sont entraînées sommairement avant d'être envoyées par avion vers Bakou.

Des prêcheurs à la solde des milices se chargent du vernis religieux. Quitte à prendre quelques libertés quand il s'agit de décrire la nature de la destination des futures recrues. Dans le nord de la Syrie, le ressort confessionnel a souvent été convoqué pour mobiliser quand il s'agissait de combattre le régime de Damas ou les milices chiites appuyées par

Téhéran. « Notre guerre en Azerbaïdjan n'est pas moins importante que celle que nous menons ici. L'Azerbaïdjan est un pays sunnite par essence. La part des chiïtes y est de 50 %, les sunnites y sont 50 % », s'époumonait un imam des environs d'Azzaz, le 8 octobre. En réalité, selon les statistiques officielles, la part des musulmans de rite chiïte représente 85 % de la population de confession musulmane en Azerbaïdjan.

https://www.lemonde.fr/international/article/2020/10/22/le-lourd-tribut-des-mercenaires-syriens-au-haut-karabakh_6056994_3210.html

À Stepanakert, capitale fantôme du Haut-Karabakh, des habitants restent malgré la guerre

France 24

Publié le : 23/10/2020 - 11:23 Modifié le : 23/10/2020 - 11:24

Tarek KAI | Luke SHRAGO

Les frappes qui visent régulièrement Stepanakert, la capitale de la région séparatiste du Haut-Karabakh, ont poussé sa population à fuir par milliers pour se mettre à l'abri, après plus de 4 semaines d'hostilités entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Mais des habitants ont décidé de rester. Nos envoyés spéciaux, Tarek Kai et Luke Shrago, sont allés à leur rencontre.

Sous le ciel bleu de [Stepanakert](#) règne le silence... Vidée de la moitié de ses habitants, la capitale de la région séparatiste du [Haut-Karabakh](#) ressemble à une ville fantôme. Ses parcs et ses jardins sont désertés et ses commerces abandonnés.

Cela fait presque un mois que le conflit avec l'Azerbaïdjan a éclaté provoquant la fuite de milliers de civils [notamment vers l'Arménie](#).

Malgré les frappes qui ont visé la ville, certains de ses habitants ont décidé de rester, surtout ceux qui ont déjà connu la guerre. C'est le cas de Carlo Babikyan, un Libanais d'origine arménienne

"Nous les libanais, nous n'avons pas peur de la guerre. Nous avons grandi pendant la guerre, nous avons grandi sous les bombes. C'est pour cela qu'ils ne nous effraieront pas avec leurs missiles et leurs roquettes. Juste après les bombardements nous avons commencé à nettoyer et à déblayer", explique Carlo Babikyan.

Lilit Ghazaryan, elle aussi a fait le choix de rester. Cette commerçante se retrouve à vivre dans son épicerie après la destruction de sa maison par un bombardement. Miraculeusement, il n'y a pas eu de victimes.

"Que dois-je faire ? Mon mari est là, mon fils est là. Il est engagé dans l'armée. Si un soldat vient, ne devrions-nous pas avoir un bout de pain à lui donner ? Dites-moi, que dois-je faire ? Me lever et partir ? Si tout le monde se lève et part, si je pars, si tu pars, alors qui va tenir l'Artsakh ?", lance la vieille dame déterminée à rester.

"Rien de tout cela n'a un sens"

Les habitants du Haut-Karabakh connaissent la guerre et sa cruauté. Vasken a perdu sa maison. À son malheur s'ajoute la disparition de son neveu mort au front.

"Je veux rester ici parce que je suis convaincu que c'est notre terre et qu'elle le restera. Nous allons vivre ici. Je vous le dis à nouveau, rien de tout cela n'a du sens. Cette maison n'a pas de sens, juste le sacrifice de ceux qui sont partis", se lamente Vasken avant de s'interrompre, submergé par l'émotion.

Les regards des habitants de Stepanakert se portent sur le front. Même si les sirènes ne retentissent plus et que les roquettes ne tombent plus depuis quelques jours sur la ville, les bruits sourds des bombardements, à quelques dizaines de kilomètres d'ici, rappellent que la situation peut dégénérer à tout moment.

<https://www.france24.com/fr/europe/20201023-haut-karabakh-conflit-capital-fantome-fuite-habitant-ceux-qui-restent>

La paix par l'autodétermination

La Presse

Comme tant de Québécois qui ont à cœur la vie du peuple arménien et d'une diaspora dont le courage et la résilience ne peuvent que susciter l'admiration, nous sommes préoccupés par la situation qui règne dans le territoire du Haut-Karabakh.

Publié le 22 octobre 2020 à 15h00

Gilles Duceppe et Daniel Turp

Respectivement ex-chef du Bloc québécois et président de l'Institut de recherche sur l'autodétermination des peuples et des indépendances nationales (IRAI), ancien député du Bloc québécois et du Parti québécois

Comme cela est arrivé à de trop nombreuses reprises déjà, le conflit qui persiste entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie au sujet de ce territoire et de sa population donne lieu à l'emploi d'une force armée entraînant des pertes de vies. Au moment où ces lignes sont écrites, ces pertes de vie sont évaluées à plus d'un millier, y compris un nombre significatif de personnes civiles.

Un examen des faits révèle que ce nouveau conflit résulte d'une offensive lancée par l'armée de l'Azerbaïdjan le 27 septembre. Menée avec l'aide d'armes que la Turquie a diverties vers l'Azerbaïdjan, comme l'a reconnu le Canada en suspendant le 5 octobre les licences d'exportation de caméras qui aident les drones à mieux cibler la population civile arménienne, cette offensive, comme les précédentes, vise à reprendre le territoire dont le contrôle effectif échappe au gouvernement azéri depuis 1991.

Il y a d'ailleurs lieu de rappeler à cet égard que la dissolution de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) avait non seulement entraîné l'accession à la souveraineté internationale de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie, mais également une proclamation, le 2 septembre 1991, de l'indépendance par l'Assemblée nationale du Haut-Karabakh. En réaction à cette proclamation, l'Azerbaïdjan mettra fin, le 26 novembre 1991, au statut d'autonomie que détenait jadis le Haut-Karabakh au sein de la république soviétique azérie. Ce geste n'empêchera pas toutefois la population de ratifier la proclamation d'indépendance lors d'un référendum tenu le 10 décembre suivant à l'occasion duquel 82,17 % des personnes inscrites approuveront cette proclamation d'indépendance à une majorité de 99,98 %.

Ainsi, la population du Haut-Karabakh a pu, il y a presque 30 ans déjà, disposer d'elle-même et déterminer librement son statut politique. L'Azerbaïdjan n'a jamais voulu prendre acte de cette démarche d'autodétermination et respecter la volonté si clairement exprimée par une population.

Alors que ce pays est, du fait de son adhésion en 1992 aux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, tenu de « faciliter la réalisation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », il fait plutôt obstacle à l'exercice continu en œuvre de droit collectif si fondamental qu'il a été élevé au rang de norme impérative de droit international.

Le rôle-clé que doit jouer le principe d'autodétermination a d'ailleurs été reconnu par le Groupe de Minsk qui a été constitué par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe en 1992. Coprésidé par les États-Unis, la France et la Russie, ce groupe s'est vu confier le mandat d'aider les parties à résoudre le conflit de façon pacifique et négociée et a proposé que la discussion du futur

statut du Haut-Karabakh soit fondée sur « le principe de l'expression populaire, notamment lors d'un référendum ».

Si les Principes de Madrid formulés en décembre 2007 parmi lesquels se retrouve celui de l'expression populaire ne font pas tous consensus entre les parties, on peut espérer que ce principe guide en 2020 le Groupe de Minsk qui a maintenant repris du service. Après avoir condamné la violence, s'être dit inquiet de l'augmentation des morts de personnes civiles et réussi à négocier un premier cessez-le-feu avec les parties, celui-ci a rappelé l'importance d'une reprise de « négociations de fond, en toute bonne foi et sans conditions préalables ».

Les Québécois solidaires

Que nos frères et sœurs d'Arménie d'ici et d'ailleurs sachent que les Québécois, dont l'Assemblée nationale adoptait en 2003 la *Loi proclamant le Jour commémoratif du génocide arménien* et qui, par la voix d'un Bloc québécois ayant fait adopter une motion reconnaissant le génocide arménien adoptée par la Chambre des communes le 21 avril 2004, sont solidaires de leur lutte permanente pour l'existence, la reconnaissance et la paix.

Et s'agissant de la paix, nous nous permettons de reprendre ici les propos du président américain Woodrow Wilson. Connue également de l'Arménie pour sa sentence arbitrale du 22 novembre 1920 relative aux frontières du pays, celui-ci avait, trois ans plus tôt, formulé l'avis selon lequel « aucune paix ne peut durer ni ne devrait durer si elle ne reconnaît et n'accepte le principe que les gouvernements dérivent tous leurs pouvoirs légitimes du consentement de ceux qui sont gouvernés ».

<https://www.lapresse.ca/debats/opinions/2020-10-22/conflit-au-haut-karabakh/la-paix-par-l-autodetermination.php>

ARTSAKH/MOBILISATION

Toulouse. Les Arméniens ont dénoncé la guerre actuelle

La Dépêche

Publié le 23/10/2020 à 05:10 , mis à jour à 05:17

Vêtus de noir, masque bleu barré d'une croix sur le visage, et pancarte dans les bras, une soixantaine d'Arméniens se sont rassemblés sur la place du Capitole de Toulouse hier soir. Une mobilisation silencieuse sur fond musical à l'appel de l'Amicale des Arméniens de Toulouse. "Nous dénonçons la guerre existentielle imposée aux Arméniens par l'Azerbaïdjan, explique Ashot Mnatskanyan, l'un des organisateurs. Les mercenaires syriens ont été payés par l'Etat turc pour

combattre avec l'Azerbaïdjan. Nous demandons que la France et l'Union européenne reconnaissent l'Artsakh, la région bombardée. Notre rassemblement vise aussi à rendre hommage à tous les innocents tués dans cette guerre quel que soit leur camp." Pour le jeune organisateur, le meurtrier de Samuel Paty, l'enseignant assassiné vendredi dernier, est comparable aux mercenaires syriens qui commettent des atrocités en Arménie.

Hormis la Syrie, les personnes rassemblées place du Capitole évoquaient surtout la responsabilité de la Turquie dans la guerre actuelle du Haut-Karabagh. "Les Arméniens ont la double peine : ils ont été maltraités par les Turcs et ça continue ! Il faudrait que la France, pays de la démocratie, fasse quelque chose, qu'elle mette la pression à la Turquie et à leurs amis puisque comme d'habitude ce sont eux qui sont derrière cette situation", tempête Monique, une quinquagénaire d'origine arménienne.

"C'est un vrai traumatisme !"

Un peu plus loin, Gago, lui aussi d'origine arménienne ne dit pas autre chose. "Comme tous les Arméniens, je suis avec attention ce qui se passe en Arménie, c'est un vrai traumatisme. J'aimerais que l'Europe ouvre les yeux et dénonce l'action de la Turquie, qu'elle la sanctionne !", réclame le Toulousain, tout en prenant une photo du rassemblement. En première ligne, se trouvent ses enfants de 11 et 13 ans. "C'est triste de constater que cent ans après le génocide, nous devons encore nous mobiliser. Mes enfants sont nés en France, mais ils vivent la même tristesse que les enfants vivant en Arménie. Malheureusement, beaucoup de jeunes aujourd'hui ne s'intéressent pas à l'histoire ou à l'actualité."

Julie Philippe

[@Julie_Philippe](#)

<https://www.ladepeche.fr/2020/10/23/les-armeniens-ont-denonce-la-guerre-actuelle-9157453.php>

Strasbourg: 850 personnes manifestent contre la guerre au Haut Karabakh

23/10/2020 - L'Alsace

Environ 850 personnes d'origine arménienne manifestaient ce vendredi vers 10h30 à Strasbourg devant la Cour européenne des droits de

l'Homme et le Conseil de l'Europe pour demander la fin de la guerre au Haut Karabakh.

Les manifestants, venus de toute la France, l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, devaient remettre une lettre en ce sens à la CEDH et au Conseil. Ils scandaient des slogans "Artsakh" et "Erdogan terroriste". Le consulat de Turquie se trouve à quelques centaines de mètres du lieu de la manifestation.

La circulation des trams interrompue

La manifestation a été organisée malgré son interdiction par la préfecture, selon notre reporter sur place.

Dans le secteur, les trams de la ligne E ne circulent plus entre Wacken et Boecklin.

<https://www.lalsace.fr/faits-divers-justice/2020/10/23/strasbourg-600-personnes-manifestent-contre-la-guerre-au-haut-karabakh>

La Roche-sur-Yon. Ils collectent des dons pour soutenir le peuple arménien

Ouest-France Publié le 22/10/2020 à 15h50

La communauté arménienne de La Roche-sur-Yon répond à un appel aux dons lancé à l'échelle nationale. Elle recherche des biens de première nécessité.

Une collecte de dons en soutien au peuple arménien est organisée depuis le 27 septembre 2020 à La Roche-sur-Yon. La communauté arménienne yonnaise est à la recherche de biens de première nécessité, à savoir des médicaments, des vêtements chauds, et des couchages de type couvertures, des sacs de couchage et des oreillers. Ces dons seront par la suite transférés en Arménie par avion.

La communauté arménienne de La Roche-sur-Yon rejoint un appel aux dons national.

Les personnes qui souhaitent participer à la collecte peuvent envoyer leurs dons matériels à la maison de quartier Liberté située au 17, rue Laennec, La Roche-sur-Yon.

Contacts : 07 82 24 64 93 / 06 03 60 99 00.

<https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/la-roche-sur-yon-85000/la-roche-sur-yon-ils-collectent-des-dons-pour-soutenir-le-peuple-armenien-7025430>

Un médecin canadien au coeur de la guerre du Haut-Karabakh

Radio-Canada

Axel Tardieu

Publié hier à 18 h 58

Des médecins aux infirmières, ils sont une cinquantaine de membres du corps médical de la diaspora arménienne à avoir pris l'avion pour aider les blessés, les soldats et les civils, qui se comptent par centaines dans le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. L'un d'entre eux est Canadien et a décidé de se rendre sur place cette semaine. Il raconte son expérience.

C'est après un quart de travail de 30 heures que Raphael Vartazarmian répond à nos questions avant de tenter de récupérer quelques moments de sommeil. Cet urgentologue québécois de 44 ans est parti de l'aéroport de Montréal cette fin de semaine pour se rendre à Erevan, la capitale de l'Arménie.

Ce n'est pas la première fois qu'il met les pieds sur la terre de ses ancêtres. Il y fait des missions humanitaires depuis les années 1990. J'ai toujours eu le besoin d'aider l'Arménie. Après la dissolution du système soviétique, elle n'a jamais été capable de se remettre sur pied et elle a toujours eu besoin d'aide, explique-t-il.

Escalade des combats

Depuis le 27 septembre, le médecin observe l'évolution de la guerre dans le Haut-Karabakh, une enclave indépendantiste, à majorité arménienne, en plein Azerbaïdjan. C'est en voyant l'intensité des combats que ce spécialiste en médecin d'urgence à l'Hôpital de Hawkesbury, en Ontario, a pris la décision de réserver son billet d'avion.

Par mesure de sécurité, le Dr Vartazarmian ne peut pas nous dire où il se trouve précisément. Il y a des drones qui volent au-dessus de nous, dit-il. À quelques kilomètres du front, il soigne des blessés, des civils et surtout des soldats. C'est des jeunes de 18 à 25 ans avec des blessures très graves. On ne veut plus voir ces jeunes arriver à l'hôpital. Ils sont en train de se faire attaquer par des drones avec une technologie épouvantable. Ce n'est pas une guerre équitable, raconte-t-il.

L'entraide de la diaspora

Au milieu de la tragédie des combats, le médecin voit toutefois une lueur d'espoir dans l'entraide de sa communauté. La diaspora arménienne, dont le nombre dépasse la population actuelle de l'Arménie, s'est vite mobilisée. Sur le terrain, Raphael Vartazarmian a croisé des personnes venues de Los Angeles, de Boston, de Paris ou de Moscou. C'est génial de voir cet esprit. Une fraternité se crée entre nous face à cette situation.

Selon le président de l'Association médicale arménienne du Québec, Ari Demirjian, une cinquantaine de médecins ou d'infirmières de la diaspora mondiale sont sur place actuellement.

Entre la pandémie et la guerre, ça fait deux combats humanitaires à mener. Ils ont surtout besoin de chirurgiens, de neurochirurgiens, d'infirmières, d'anesthésistes. Il faut aussi qu'on s'organise pour que des psychologues et des psychiatres partent aider la population pour tous les cas de stress post-traumatiques, car le besoin existe et va grandir, explique-t-il.

Dans cette région du Caucase du Sud, Raphael Vartazarmian garde pour l'instant le moral. Il va toujours y avoir de l'espoir. Ils ont une force incroyable, ces gens-là. C'est vraiment inspirant. L'urgentologue canadien espère néanmoins voir bientôt la fin de la guerre pour pouvoir rejoindre sa famille au Canada.

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1743047/haut-karabakh-vartazarmian-raphael-armenie-medecin-guerre>

GENOCIDE ARMENIEN

La Bibliothèque du Congrès corrige le thème « Massacres arméniens » sous le titre « Génocide arménien »

NAM

Une campagne - lancée par le Comité national arménien d'Amérique (ANCA) et fortement soutenue par les principaux alliés du Congrès - a abouti, cette semaine, à une détermination par la bibliothécaire du Congrès, le Dr Carla Hayden, que les livres et autres ressources actuellement catalogués sous le titre « Massacres arméniens » seront référencés comme « Génocide arménien ».

« Cette correction attendue depuis longtemps par la Bibliothèque du Congrès - une position de principe et fondée sur des faits pour l'intégrité des institutions américaines contre l'influence étrangère malveillante - arrive à un moment

particulièrement significatif pour les Américains d'origine arménienne », a déclaré Aram Hamparian, directeur exécutif de l'ANCA. « Nous voyons aujourd'hui les résultats douloureux et réels des dirigeants américains qui ont permis à la Turquie d'intimider notre pays dans un siècle de silence sur le génocide arménien. Même aujourd'hui - alors qu'Ankara et Bakou cherchent ouvertement à achever la destruction de la patrie arménienne - notre gouvernement a trop peur de dire la vérité à Erdogan et Aliyev. Cela doit prendre fin".

Des lettres bipartites à la Bibliothèque du Congrès appelant à ce changement ont été dirigées à la Chambre des États-Unis par les représentants Adam Schiff (D-CA), Gus Bilirakis (R-FL), Dina Titus (D-NV), Frank Pallone (D-NJ)), et Jackie Speier (C-CA) et au Sénat par Bob Menendez (D-NJ).

Dans une lettre du 4 décembre 2019 adressée au D^r Hayden, l'ANCA a recommandé de changer la terminologie de la rubrique de sujet de la Bibliothèque du Congrès de « Massacres arméniens, 1915-1923 » à : « Génocide arménien, 1915-1923 », à la suite de l'Adoption quasi unanime de la résolution H.Res.296 (405-11) par la Chambre des représentants américaine le 29 octobre de l'année dernière (le Sénat a adopté une résolution identique, S.Res.150 (100-0) le 12 décembre.

L'Université de Californie - Los Angeles (UCLA), l'une des principales bibliothèques de recherche américaines - a joué un rôle essentiel dans ce changement, en soumettant une demande formelle à la Bibliothèque du Congrès le mois dernier. La demande de l'UCLA a été reprise par l'ANCA dans sa propre soumission.

Au cours des derniers mois, des milliers de défenseurs communautaires ont pesé directement sur la Bibliothèque du Congrès et leurs membres du Congrès via un portail dédié sur le site Web de l'ANCA.

Les dirigeants du Congrès ont salué la décision de la Bibliothèque du Congrès de changer le sujet des massacres arméniens et de caractériser correctement le génocide arménien.

« C'est une bonne nouvelle que la bibliothèque du Congrès, à notre demande, utilisera désormais le terme historiquement exact de « génocide arménien ». C'est une étape supplémentaire pour surmonter la campagne de déni de plusieurs décennies qui a fait taire trop de personnes au sujet du meurtre de 1,5 million d'Arméniens », a déclaré le représentant Schiff. « Cette reconnaissance est particulièrement significative à un moment où le génocide d'il y a un siècle semble trop immédiat, alors que l'Azerbaïdjan et la Turquie commettent actuellement des atrocités en Artsakh".

« Je suis heureux que la Bibliothèque du Congrès ait choisi d'honorer la demande du Caucus arménien de modifier le titre du sujet pour qu'il corresponde au fait historique que les Turcs ottomans ont perpétré une campagne génocidaire

au début du XX^e siècle qui ciblait systématiquement et impitoyablement les Arméniens », a déclaré le Représentant Pallone. « Ce changement établit la catégorisation que le génocide arménien mérite pour correspondre au bilan historique et aide à donner l'exemple aux chercheurs du monde entier. Le changement de la bibliothèque fait suite au précédent important établi par le Congrès l'année dernière lorsque la Chambre des représentants et le Sénat ont adopté des résolutions commémorant le génocide arménien ».

« Je suis heureux de voir que la Bibliothèque du Congrès reconnaît enfin le génocide arménien pour ce qu'il était ; un génocide », a déclaré le représentant Bilirakis. « Pendant des décennies, il y a eu une campagne de déni qui a fait taire toute tentative de reconnaître les 1,5 million de vies arméniennes qui avaient été perdues. Bien que notre travail ne soit pas terminé, c'est une étape incroyable alors que nous travaillons à la reconnaissance internationale des atrocités commises par la Turquie il y a à peine un siècle ».

« L'année dernière, j'ai été fier de codiriger la résolution historique de la Chambre pour reconnaître officiellement le génocide arménien, avec les coprésidents du caucus arménien du Congrès », a déclaré le représentant Speier. « En tant qu'institution fondée sur les principes de l'érudition et de l'apprentissage, il est impératif que la Bibliothèque ne craigne pas la vérité. Je suis encouragé de voir la Bibliothèque corrige ses en-têtes de recherche pour adhérer à l'exactitude historique - et pour reconnaître correctement le meurtre de 1,5 million d'Arméniens aux mains de l'Empire ottoman ».

« L'utilisation du terme « génocide arménien » est nécessaire pour broser un tableau précis de l'histoire et honorer à juste titre les victimes de cette atrocité », a déclaré le représentant Titus. « Je suis reconnaissant que la Bibliothèque du Congrès ne cache plus la vérité sur ces crimes horribles. L'administration Trump devrait faire de même. »

par [Stéphane](#) le jeudi 22 octobre 2020

© armenews.com 2020

http://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=70519

TURQUIE

L'Europe inquiète face à la politique offensive de la Turquie

RFI

Publié le : 22/10/2020 - 21:23

Léa-Lisa Westerhoff

Ankara, qui affirmait en 2004 le principe du «zéro problème avec les voisins», est, seize ans plus tard, en conflit avec à peu près tout le monde. Et notamment, sur différents terrains, avec l'Europe.

On pense au soutien d'Ankara à l'Azerbaïdjan, ces dernières semaines. La Turquie a envoyé des drones et des frégates pour soutenir cette ancienne République soviétique dans sa conquête du Haut-Karabakh, plutôt que d'user de la diplomatie. Idem en Méditerranée orientale où Ankara a redéployé, la semaine dernière, son navire d'exploration gazière dans les eaux grecques, ranimant les tensions avec son voisin.

Invité de cette émission spéciale Turquie, Pierre Razoux, directeur académique de l'Institut Fondation méditerranéenne d'études stratégiques, la F.M.E.S, à Toulon.

La Syrie, la Libye, mais aussi ces dernières semaines la Méditerranée, le Caucase, Ankara s'active militairement sur de multiples fronts et n'hésite pas à défier les Européens, ses alliés de l'Otan.

Un exemple de ces foyers de tensions, c'est la Méditerranée orientale où le pouvoir turc n'a visiblement pas l'intention de calmer le jeu. Avec le retour lundi dernier (19 octobre 2020) dans les eaux grecques, du navire turc d'exploration gazière Oruz Ris (Oruç Reis), en dépit des protestations d'Athènes et de Nicosie, l'ambition est de souffler le chaud et le froid. La manoeuvre a, d'ailleurs, eu pour effet de mettre brutalement un terme à la désescalade amorcée, il y a un mois. Comment cette dernière poussée de fièvre est-elle perçue dans l'opinion publique turque ? Éléments de réponse avec le reportage à Istanbul, d'Anne Andlauer.

Au cœur de cette rivalité entre ces deux États-membres de l'OTAN, le gaz naturel découvert au large de la Grèce, il y a quelques années. La petite île de Kastellorizo en est l'un des symboles. Ces 10 km de rocher pour quelque 300 habitants à l'extrême Orient de la Grèce, empêchent théoriquement la Turquie d'exploiter l'espace maritime alentour, et notamment les gisements d'hydrocarbures. À Kastellorizo, dont l'histoire est jalonnée par la domination de nombreuses nations étrangères, les craintes ont tendance à rester feutrées. Mais, fin septembre 2020, un drone venu couvrir un immense drapeau grec bleu et blanc gravé dans la roche d'un rouge vif semblable à la couleur du drapeau turc, a notamment

rappelé que les contentieux territoriaux actuels sont loin d'être réglés. Le reportage de Joël Bronner sur cette petite île.

Ce conflit entre la Grèce et la Turquie n'est pas récent, loin de là. Ces réserves d'hydrocarbures dans la zone, auxquelles viennent s'ajouter la découverte récente de gisements de gaz naturel poussent à réfléchir aux enjeux que posent les frontières maritimes. C'est la chronique de Daniel Vigneron du site myeurop.info.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/20201022-europe-inqui%C3%A8te-face-politique-offensive-turquie>

RUBRIQUE EN ANGLAIS

Azerbaijan: Cluster Munitions Used in Nagorno-Karabakh

Human Rights Watch

October 23, 2020 2:00AM EDT

Stop Use of Banned Weapons; Secure and Destroy Stocks

Azerbaijan has repeatedly used widely banned cluster munitions in residential areas in Nagorno-Karabakh, Human Rights Watch said today. During an on-site investigation in Nagorno-Karabakh in October 2020, Human Rights Watch documented four incidents in which Azerbaijan used cluster munitions.

Fighting between [Azerbaijan](#) and [Armenia](#) and the de-facto authorities in Nagorno-Karabakh dramatically escalated on September 27, 2020. Two humanitarian ceasefires brokered by members of the Minsk Group of the Organization for Security and Co-Operation in Europe have failed to halt the fighting. According to authorities from all parties, scores of civilians have been killed or injured in attacks in Armenia, Nagorno-Karabakh, and Azerbaijan.

"The continued use of cluster munitions – particularly in populated areas – shows flagrant disregard for the safety of civilians," said [Stephen Goose](#), arms division director at Human Rights Watch and chair of the Cluster

Munition Coalition. "Cluster munitions should never be used by anyone under any circumstances, much less in cities, due to the foreseeable and unacceptable harm to civilians."

In the conflict over Nagorno-Karabakh, Human Rights Watch is investigating whether all sides of the conflict adhere to international humanitarian law, which requires armed forces to distinguish between combatants and civilians, and between military objects and civilian objects, at all times. As such, indiscriminate attacks are prohibited, including attacks which employ a method or means of combat which cannot be directed at a specific legitimate military target. Human Rights Watch has made repeated requests to the Azerbaijani government for access to conduct on-site investigations, but access has not yet been granted.

Human Rights Watch examined remnants of the rockets, impacts, and remnants of submunitions that exploded, as well as dud submunitions that failed to function at several locations in Stepanakert, Nagorno-Karabakh's administrative center, which is called Khankendi in Azerbaijan. Human Rights Watch also examined photographs taken in the town of Hadrut of a rocket, impacts, and remnants of submunitions that exploded, and a dud submunition that failed to explode. Human Rights Watch also spoke to six people who witnessed the attacks. Azerbaijani officials have accused the Armenian side of using cluster munitions in this conflict, but Human Rights Watch has not independently verified those claims.

Residents of Stepanakert told Human Rights Watch that attacks using cluster munitions began on the morning of September 27 in a residential area no more than 200 meters from the office of the International Committee of the Red Cross.

A 69-year-old woman who was in her apartment on the fourth floor of a building next to where Human Rights Watch observed scores of the distinctive impacts of the M095 submunitions said the building began to shake around 7:15 a.m.: "The children started to scream and everyone was panicking when the bombs started coming down. We opened the windows and saw that the cars were burning. We saw that they had small pink things that were making them burn, so we ran down to the basement."

She said that a number of submunitions did not explode and that people in the neighborhood covered them with sand from the children's playground until emergency responders came the next day to secure and remove them. She said glass broken from the blasts injured a number of people in the neighborhood. Another resident told Human Rights Watch that dozens of vehicles were damaged.

On October 12, Human Rights Watch visited the site and, in addition to the distinctive impacts of the submunitions, Human Rights Watch observed several damaged and burned vehicles and numerous broken windows in nearby apartments and a shop located in the courtyard. However, the exact damage to the area done by the submunitions is unknown because another subsequent attack was carried out with a different munition in roughly the same location.

At least one more LAR-160 cluster munition rocket was fired roughly into the same area several hundred meters away. Human Rights Watch observed the remnants of a LAR-160 rocket, scores of the distinctive impacts of the M095 submunitions, the remnants of the pink-colored stabilization ribbons, and submunition fragments. Numerous buildings, private business, and markets had varying degrees of damage from the attack.

Human Rights Watch spoke to one worker for a nongovernmental group who observed a fire in a shop following an attack in this second neighborhood when he visited the site at approximately 11:20 p.m. on October 3. Human Rights Watch also reviewed a photograph taken by this witness that, according to the photograph's metadata, was captured on October 3 at 11:20 p.m.

A [video](#) uploaded on the Telegram channel "Re:public of Artsakh" on October 4, captured another cluster munition rocket attack on Hakob Hakobyan Street in Stepanakert. Human Rights Watch spoke to two people who live on Hakob Hakobyan Street and witnessed the attack. One 55-year-old resident said that she was in her fourth-floor apartment during the attack. She said that some of the explosions occurred on the roof and ruptured the water pipes on the top of the building, causing water to run down from the upper floors. As a consequence, the

Rescue services were able to clear the submunitions from the top of the building after several days and access to water was restored but there has been no electricity in the building since the attack. An individual familiar with the electrical grid told Human Rights Watch that they were working

to restore electricity in the area but could only provide electricity to basements and shelters for the time being.

Human Rights Watch was not able to identify any military equipment or bases in the three neighborhoods where the attacks took place. Even if there had been, given the indiscriminate effects of cluster munitions, their use in a residential civilian setting is not permitted under the laws of war.

Human Rights Watch also examined 35 photographs and one video shared directly with Human Rights Watch from the town of Hadrut of a LAR-160 rocket and its fuse, impacts, and remnants of M095 submunitions that exploded, and dud submunitions that failed to explode in and around a home. According to the metadata of the media, they were recorded on October 3. Human Rights Watch verified the location of the video and photographs as taken in the town of Hadrut. On October 4, a video was uploaded on YouTube by the Armenian Service of Radio Free Europe/Radio Liberty that showed the same house and remnants.

Cluster munitions have been banned because of their widespread indiscriminate effect and long-lasting danger to civilians. Cluster munitions typically explode in the air and send dozens, even hundreds, of small bomblets over an area the size of a football field. Cluster submunitions often fail to explode on initial impact, leaving duds that act like landmines.

Two unexploded Israeli-made M095 submunitions, one of which is armed, in a residential area in the town of Hadrut following an attack on the city.
© 2020 Union of Informed Citizens

The 2008 Convention on Cluster Munitions comprehensively prohibits cluster munitions and requires their clearance as well as assistance to victims. Armenia and Azerbaijan are not among the [treaty's 110 states parties](#). Both say that they cannot accede to the treaty until the dispute over Nagorno-Karabakh is resolved. Both should take the necessary steps to join the Convention on Cluster Munitions without delay, Human Rights Watch said.

Regardless of specific treaty obligations, all parties to the conflict are bound by the Geneva Conventions and customary international law and must abide by the fundamental principles of international humanitarian law, which requires armed forces to distinguish between combatants and civilians, and between military objects and civilian objects, at all times. It is also forbidden to carry out indiscriminate attacks or attacks that cause excessive civilian damage to the anticipated concrete military advantage.

"The repeated use of cluster munitions by Azerbaijan should cease immediately as their continued use serves to heighten the danger for civilians for years to come," Goose said.

Additional information about cluster munitions attacks in Nagorno-Karabakh

Human Rights Watch identified the remnants of Israeli-produced LAR-160 series cluster munition rockets and unexploded M095 dual-purpose submunitions in Stepanakert and Hadrut. Each rocket carries 104 submunitions and each submunition is equipped with a self-

destruct mechanism. Azerbaijan received these surface-to-surface rockets and launchers from Israel in 2008–2009. Neither Armenia, nor Nagorno-Karabakh de-facto authorities, are known to stockpile cluster munitions but they possess multi-barrel rocket launchers capable of delivering these weapons.

Human Rights Watch identified the Israeli-produced M095 dual-purpose submunition in each location. When this submunition detonates on impact, it produces lethal pre-formed metal fragments and a jet of molten metal intended to destroy vehicles and materiel. Human Rights Watch observed hundreds of the distinctive impacts of M095 submunitions as well as remnants of the pink-colored nylon stabilization ribbons in three neighborhoods in Stepanakert.

On October 13, Human Rights Watch visited the site where the witness saw and photographed the burning shop at 11:20 p.m. on October 3 and observed the same scorched building visible in the photograph and at least three pink stabilization ribbons a few meters away from the building as well as numerous distinctive impacts consistent with M095 submunitions. Human Rights Watch found remnants of a LAR-160 rocket 10 meters from the building and observed impacts to the roof of the building that were consistent with kinetic damage. According to available satellite imagery, the attack took place between September 27 and October 8. On October 8, the imagery shows damage to the building that is consistent with fire.

In the attack on Hakob Hakobyan Street, the distinctive auditory signature of at least three separate rockets dispersing payloads of submunitions, and their subsequent detonations can be heard in the video of the attack, believed to have been filmed by a vehicle's dashcam. On October 12, Human Rights Watch visited the site where the video was taken and counted over 100 individual impacts on the same street.

Human Rights Watch also observed scores of submunition impacts on immediately adjacent streets and on rooftops of office and residential buildings on several adjacent streets within a 100-meter radius. In a separate visit on October 13, Human Rights Watch found the remnants of a LAR-160 series rocket less than 100 meters from the location the video of the attack was taken. Human Rights Watch observed damage to power lines, children's playgrounds, vehicles, businesses, homes, the main post office, and the Karabakh Telecom building.

<https://www.hrw.org/news/2020/10/23/azerbaijan-cluster-munitions-use-d-nagorno-karabakh>

HDP MP Paylan: AKP gov't created ordinary climate of hatred in Turkey

Hate speech and threats against Armenians in Turkey have accelerated following the outbreak of clashes between Armenia and Azerbaijan. HDP MP Garo Paylan, himself a Turkish-Armenian, has been targeted for his insistence on a ceasefire. "We can conclude that there will be no favorable results from this war—which has caused loss and destruction on both sides—and that the solution is on the peace table," Paylan said.

October 22 2020 5:00 pm (+03) **Hacı Bişkin / DUVAR**

Turkish-Armenians have been on the receiving end of threats and hate speech during the ongoing clashes between Armenia and Azerbaijan, and pro-Kurdish Peoples' Democratic Party Garo Paylan has called for peace amid what he describes as an "ordinary climate of hatred" created by the ruling Justice and Development Party (AKP) in an interview with Duvar.

"Our country is home to citizens with many identities, faiths, and beliefs. However, the current administration unfortunately continues to pursue its nationalist, racist and religious-oriented policies," Paylan said.

The Turkish government has stood firmly behind Azerbaijan in its current war with Armenia over the breakaway Nagorno-Karabakh region, and Armenians in Turkey have been targeted with hate speech and threats. At the end of last month, a convoy of vehicles brandishing Azerbaijani flags drove through the street where the Armenian Patriarchate is located in the Istanbul neighborhood of Kumkapı, which is also home to a large Armenian population.

Cars of flag-waving nationalists also passed through Halaskargazi Avenue in the Şişli district of Istanbul, the same street where Turkish-Armenian journalist Hrant Dink was assassinated in 2007.

“In these kinds of atmospheres when Turkey takes the side of Azerbaijan and when hate speech is used against Armenians, we feel the unease of a pigeon, as dear Hrant Dink put it. Unfortunately we are experiencing the deepest unease of a pigeon these days,” Paylan said, referencing an iconic excerpt from the last article Dink penned before his murder.

After Armenian forces attacked Azerbaijan’s second city of Ganja, resulting in civilian casualties, the pro-gov’t Hürriyet daily newspaper’s editor-in-chief Ahmet Hakan called out Paylan directly by name in a column, despite the fact that Paylan had condemned the attack in Ganja. Paylan said that when he read the column, it reminded him of when Hakan had similarly targeted Kurdish human rights lawyer Tahir Elçi, who was killed in 2015, on a television news program.

“As a hitman, he targeted Tahir Elçi, and Tahir Elçi was killed after that [television] program. I don’t think that Ahmet Hakan wrote that article with his own free will. Ahmet Hakan is a hitman. Specific forces within the state had Ahmet Hakan write the article,” Paylan said.

“However, if Ahmet Hakan is saying ‘I am a journalist,’ he should look at the issue objectively and inform the public. It should be shown that Armenian civilians in Karabakh and Azerbaijani civilians in Ganja have both suffered and lost their lives, so we can conclude that there will be no favorable results from this war—which has caused loss and destruction on both sides—and that the solution is on the peace table,” Paylan said.

https://www.duvarenglish.com/politics/2020/10/22/hdp-mp-paylan-akp-govt-created-ordinary-climate-of-hatred-in-turkey/?fbclid=IwAR0qzklUg1t2dzczv0oAl-2-SpbKLdNDk4ceC4Q_tChyMftvbAI6zQkhRQU

Turkey leads new atrocities against Armenians

New York Post

By [Raffi K. Hovannisian](#)

October 21, 2020 | 8:22pm

In a faraway corner of the world, in a land Armenians call Artsakh and which you may know as Karabakh ("black garden"), a church was bombed last week — and then bombed again. It was Azeri forces that attacked the Holy Savior Cathedral in the city of Shushi, [amid a spiraling armed conflict](#) between the two sides.

And not just between those two sides. Scattered among these ancient mountains are the debris of Syrian mercenaries, Israeli drones, Turkish helicopters and Russian bombs, all exploding out into an unpredictable regional war.

Yet for us Armenians, an attack like the one on the Holy Savior Cathedral isn't just a matter of urgent current affairs. No, the swirling dust kicked up by violence against a Christian house of worship can take back even the most modern-minded Armenian more than a century — to the year 1915.

That was the year that the Ottoman Turkish government began the systematic deportation, attempted conversion and ultimate killing of a million and a half Christian Armenians.

"Christians in Peril in Turkey," screamed headlines from The New York Times that year. It turned out to be quite the global event: the spectacular killing of the world's first Christian people, the first genocide of modern history unfolding in the shadows of Ararat, the biblical mountains where Noah's Ark had landed.

And then another kind of headline: "Turkish Official Denies Atrocities."

As Armenians were sent to slaughter like lambs, the Turkish government was gaslighting America and the world, unveiling a policy of systematically denying the Armenian Genocide that continues to this day. The policy also involved systematically destroying all evidence that Armenians had ever lived in the region — including hundreds of churches.

Miraculously, a small sliver of Armenia did survive the genocide, first as an independent republic and then — history never being too generous — as Soviet Armenia. A few years later, Armenia was cut up even further. It was Joseph Stalin's idea to award the Armenian territory of Nagorno Karabakh to Soviet Azerbaijan. It remained semi-autonomous within its bound, and Armenians remained a majority there, although pogroms and massacres were rampant.

As the Soviet Union was falling, the people of Artsakh naturally voted — just like Armenia and Azerbaijan — to regain sovereignty. Azerbaijan, having enjoyed possession of the place for the better part of a century, was not inclined to give it up. That is how the war started.

I know that war well. When Armenia declared independence from the Soviet Union in 1991, I served as the new republic's first foreign minister and had the privilege to launch diplomatic relations with the nations of the world and negotiate Armenia's accession to the United Nations and other

international organizations. When war in Artsakh erupted, I had the responsibility of setting the foundations of peace talks.

In 1994, with Armenians in control of Artsakh, a cease-fire was brokered. But the war wasn't really over. As a gesture of solidarity — and a promise for the future — Azerbaijan's senior ally Turkey had closed its border with Armenia. In the decades that followed, Turkey continued to deny the Armenian Genocide.

With the rise of President Recep Tayyip Erdogan and his Justice and Development Party, Turkey descended into dictatorship and xenophobia. Azerbaijan did the same. Its president, Ilham Aliyev, recently tweeted: "Armenia is not even a colony, it is not even worthy of being a servant."

It was with Turkey's funding, munitions and guidance that Azerbaijan attacked Artsakh on Sept. 27, 2020. Erdogan didn't attempt to hide this. "We support the friendly and fraternal Azerbaijan in every way possible," he said. And even then, as Stepanakert and Shushi and all towns of Artsakh were indiscriminately bombed, we didn't want to accept what he meant.

Yes, a church being bombed is a special kind of event. A church being bombed is an instantaneous narration of a 100-year history, clearing away a century's worth of obfuscation and denial to reveal a quite apparent truth: Christians are in peril again. And genocide has once again besieged the black garden.

Raffi Hovannisian served as Armenia's first minister of foreign affairs and helped negotiate peace talks among Armenia, Azerbaijan and Artsakh.

https://nypost.com/2020/10/21/turkey-leads-new-atrocities-against-armenians/?fbclid=IwAR3Uk7GeKpz_U3HXqfEX3VC4ppM0dBIBXwgW1tWnLmxSG9AEXRS0A3eHEj4

Dossier du Collectif VAN - #FreeOsmanKavala ! Liberté pour #OsmanKavala !

Dossier du Collectif VAN - #FreeOsmanKavala ! Liberté pour #OsmanKavala ! <http://www.collectifvan.org/article.php?r=3&id=97568>

Nota CVAN :

Liberté pour #OsmanKavala en cliquant sur le bandeau animé (colonne de gauche, en-haut des petits bandeaux animés). Le [bandeau #FreeOsmanKavala](#), situé sous chaque visuel de notre site, est un appel du Collectif VAN à libérer Osman Kavala, injustement incarcéré en Turquie depuis le 1er novembre 2017.

RUBRIQUE AGENDA

RASSEMBLEMENTS-COLLOQUES-EXPOSITIONS- SPECTACLES-PARUTIONS

Agenda - Une table ronde sur le Haut-Karabagh à l'Inalco

Agenda - Une table ronde sur le Haut-Karabagh à l'Inalco - Collectif VAN - www.collectifvan.org – Une table ronde sur le Haut-Karabagh est organisée le Lundi 2 novembre 2020 dans le cadre des Matinées de l'Observatoire des Etats post-soviétiques et du festival Transcaucases 2020 à l'Inalco, PLC (65, rue des Grands Moulins). Entrée libre sur inscription.

Publié le 21 octobre 2020

Matinée de l'Observatoire des Etats post-soviétiques : point d'actualité sur le Haut-Karabagh

Dates : Lundi 2 novembre 2020 - 09:00 - 11:00

Lieu : Inalco, PLC (65, rue des Grands Moulins), Auditorium

Festival Transcaucases 2020

Le Festival Transcaucases revient pour sa seconde édition à l'Inalco, avec une série d'événements culturels et scientifiques consacrée au Caucase, tel qu'il est vécu, perçu, étudié, fantasmé, raconté par des artistes, des chercheurs, des voyageurs et des acteurs de terrain. Le Festival Transcaucases aspire à une volonté d'ouverture disciplinaire, à travers plusieurs domaines de la création artistique et culturelle, ainsi qu'au décroisement des cultures de la région. À travers cette programmation variée, l'édition 2020 du Festival Transcaucases permet des échanges en explorant différents champs de la création artistique et scientifique.

Matinée de l'Observatoire des Etats post-soviétiques (équipe CREE)

Point d'actualité sur le Haut-Karabagh

Intervenants

- Tigrane Yégavian (journaliste)
- Taline Papazian (Chargée de cours, Université d'Aix en Provence)
- Vahé Ter Minassian (journaliste, envoyé spécial sur le terrain)
- Jean-Robert Raviot (Professeur, Paris Nanterre)
- Julien Zarifian (Maître de conférences, Université de Cergy)
- Jean Radvanyi (Professeur émérite à l'Inalco)
- Gilles Authier (directeur d'études, École Pratique des Hautes Études)

Modératrice

- Taline Ter Minassian (Professeure, Inalco)

En raison des mesures sanitaires, **inscription préalable obligatoire [ICI](#).**

Entrée gratuite.

Département : [Eurasie](#)

Equipe de recherche : [CREE](#)

Région du monde : Europe et Eurasie

<http://www.inalco.fr/evenement/matinee-observatoire-etats-post-sovietiques-point-actualite-haut-karabagh-1>

<https://collectifvan.blogspot.com/2020/10/agenda-une-table-ronde-sur-le-haut.html>

Agenda - Parution : « Si je reviens un jour », les derniers mots de Louise Pikovsky

Agenda - Parution : « Si je reviens un jour », les derniers mots de Louise Pikovsky – Collectif VAN - www.collectifvan.org – La BD « Si je reviens un jour », fruit du travail de la journaliste Stéphanie Trouillard et du dessinateur Thibaut Lambert, redonne vie à l'histoire poignante de la jeune Louise Pikovsky. En 2010, lors d'un déménagement au sein du lycée Jean-de-La-Fontaine, dans le 16^e arrondissement de Paris, des lettres et des photographies ont été trouvées par hasard dans une vieille armoire. Enfouis là depuis des dizaines d'années, ces documents

appartenaient à une ancienne élève, Louise Pikovsky. Plusieurs mois durant, cette jeune lycéenne avait correspondu avec sa professeure de lettres. Son dernier courrier date du 22 janvier 1944, jour où elle est arrêtée avec sa famille. Internés à Drancy, le père, la mère et les quatre enfants ont été déportés à Auschwitz. Ils n'en reviendront pas. Sortie aux éditions @Desronds dans le 11 mars 2020 alors que la France s'enfermait pour un long confinement, cette bande dessinée relate un destin singulier et émouvant qui a une portée universelle.

Publié le 25 mai 2020

Desronds dans le

Si je reviens un jour...

**Les lettres retrouvées de Louise Pikovsky
de Stéphanie Trouillard et Thibaut Lambert
Shoah - Témoignage - Devoir de mémoire
20,00 €**

Histoire complète

En 2010, lors d'un déménagement au sein du lycée Jean de La Fontaine, dans le 16^e arrondissement de Paris, des lettres et des photographies ont été trouvées dans une vieille armoire. Enfouies là depuis des dizaines d'années, ces documents appartenaient à une ancienne élève, Louise Pikovsky. Plusieurs mois durant, cette jeune lycéenne a correspondu avec sa professeure de lettres. Son dernier courrier date du 22 janvier 1944, jour où elle est arrêtée avec sa famille.

Bande dessinée tout public

Collection Histoire

Parution : 11 mars 2020

112 pages couleur

Format cartonné dos rond : 19,5 x 26,5 cm

EAN : 9782374180847

À voir également, le web-documentaire :

Si je reviens un jour : les lettres retrouvées de Louise Pikovsky - [FRANCE 24](#)

TÉLÉCHARGER :

[Visuel - Si je reviens un jour : les lettres retrouvées de Louise Pikovsky](#)

<http://www.collectifvan.org/pdf/01-13-28-25-05-20.pdf>

<http://www.desrondsanslo.com/SiJeReviensUnJour.html>

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=0&id=101843>

Agenda - Vient de paraître : Ordres de tuer. Arménie 1915, par Taner Akçam - CNRS Editions

Agenda - Vient de paraître : Ordres de tuer. Arménie 1915, par Taner Akçam - CNRS Editions – Collectif VAN - www.collectifvan.org – Collectif VAN – www.collectifvan.org – Vient de paraître le livre de Taner Akçam "Ordres de tuer. Arménie 1915" aux éditions du CNRS. Taner Akçam est un sociologue et historien turc, professeur au Centre pour l'étude de

l'Holocauste et des génocides de l'université du Minnesota, aux Etats-Unis, et auteur de plusieurs livres importants sur l'histoire turque contemporaine, en particulier Un acte honteux. Le génocide arménien et la question de la responsabilité turque (Denoël, 2008). "Dès 1915, le gouvernement jeune-turc à la tête de l'Empire ottoman a cherché à présenter l'annihilation du peuple arménien comme un simple projet de déplacement et de réinstallation. À cette fin, des documents accablants ont été très vite détruits et ceux qui ne l'ont pas été sont considérés jusqu'à aujourd'hui par les autorités turques comme des « faux ». Parmi eux figurent des télégrammes de Talaat Pacha et les mémoires de Naïm Efendi, bureaucrate ottoman qui travaillait au bureau des déportations d'Alep pendant les années 1915-1916. Ces documents ont longtemps été controversés, et les historiens, en l'absence de preuves suffisantes, évitaient de les citer. Ce livre rouvre le dossier. En véritable enquêteur, Taner Akçam s'est en effet lancé dans une minutieuse analyse de ces mémoires et des télégrammes qu'ils contiennent."

Publié le 30 janvier 2020

CNRS Editions

Taner Akçam

Ordres de tuer. Arménie 1915

24,00€

[\(Disponible en numérique\)](#)

Discipline : Histoire

EAN : 9782271127174

Date de parution : 09/01/2020

Pagination : 328

Format : 15 x 23 cm

Traduit de l'anglais par Gilles Berton

Préface d'Annette Becker

Dès 1915, le gouvernement jeune-turc à la tête de l'Empire ottoman a cherché à présenter l'annihilation du peuple arménien comme un simple projet de déplacement et de réinstallation. À cette fin, des documents accablants ont été très vite détruits et ceux qui ne l'ont pas été sont considérés jusqu'à aujourd'hui par les autorités turques comme des « faux ». Parmi eux figurent des télégrammes de Talaat Pacha et les mémoires de Naïm Efendi, bureaucrate ottoman qui travaillait au bureau des déportations d'Alep pendant les années 1915-1916. Ces documents ont longtemps été controversés, et les historiens, en l'absence de preuves suffisantes, évitaient de les citer. Ce livre rouvre le dossier.

En véritable enquêteur, Taner Akçam s'est en effet lancé dans une minutieuse analyse de ces mémoires et des télégrammes qu'ils contiennent. En comparant les systèmes de codage de ces câbles avec ceux employés dans d'autres documents conservés dans les Archives ottomanes, en étudiant le papier utilisé et la datation de ces pièces à conviction, en regardant de près les signatures, et en confrontant les événements mentionnés par Naïm Efendi avec d'autres sources, Taner Akçam parvient à démontrer qu'il ne peut y avoir aucun doute sur l'authenticité de ces « ordres de tuer ».

Apportant ainsi de nouvelles preuves quant aux plans d'extermination de la population arménienne, ce livre rend aussi manifeste la politique de destruction systématique par le gouvernement ottoman de toutes traces relatives à ces atrocités.

Revue de presse

« En s'appuyant sur l'exploitation de sources inédites, l'historien Taner Akçam porte un coup sévère au discours révisionniste des autorités turques. »

Clément Daniez, **L'Express**, 24 décembre 2019

« Pour faire silence sur l'Histoire, la Turquie a tissé une vaste toile d'allégations qu'Akçam détricote. [...] Akçam a écrit un grand livre, exigeant, sur la vérité et l'Histoire.

François-Guillaume Lorrain, **Le Point**, 2 janvier 2020

Taner Akçam accordait un entretien à Gaïdz Minassian pour **Le Monde des livres**, 9 janvier 2020.

Lire aussi :

Génocide arménien : le déni dynamité (L'Express)

https://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/genocide-armeni-en-le-deni-dynamite_2111659.html

Taner Akçam, auteur d'« Ordres de tuer. Arménie 1915 » : « Le déni du génocide des Arméniens est une politique d'Etat » (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/livres/article/2020/01/08/taner-akcam-auteur-d-ordres-de-tuer-armenie-1915-le-deni-du-genocide-des-armeniens-est-une-politique-d-etat_6025206_3260.html

Arménie 1915 : les preuves écrites du génocide, enfin (Le Point)

https://www.lepoint.fr/editos-du-point/sebastien-le-fol/armenie-1915-les-preuves-ecrites-du-genocide-enfin-05-01-2020-2356174_1913.php

URL :

<https://www.cnrseditions.fr/catalogue/histoire/ordres-de-tuer-armenie-1915/>

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=0&id=101393>

Agenda - Le Monde diplomatique : "1920-2020 - Le combat kurde"

Agenda - Le Monde diplomatique : "1920-2020 - Le combat kurde" – Collectif VAN – www.collectifvan.org – La revue "Manière de voir", éditée par Le Monde diplomatique, consacre son n°169 de février-mars 2020, au combat kurde depuis 100 ans : "Voilà un siècle que les Kurdes se battent pour obtenir, à défaut d'un État, la reconnaissance de leurs droits politiques et culturels ; un siècle qu'ils se heurtent aux intérêts des pays où ils vivent - Irak, Iran, Syrie et Turquie -, dans une lutte jalonnée de guerres, de trahisons, de divisions, de massacres, mais

aussi d'espérances, de résistances et de quelques victoires... Retour sur une épopée." Numéro coordonné par Akram Belkaïd.

Publié le 23 janvier 2020

Le Monde diplomatique

1920-2020

Le combat kurde

Manière de voir n°169, Février-mars 2020

Voilà un siècle que les Kurdes se battent pour obtenir, à défaut d'un État, la reconnaissance de leurs droits politiques et culturels ; un siècle qu'ils se heurtent aux intérêts des pays où ils vivent - Irak, Iran, Syrie et Turquie -, dans une lutte jalonnée de guerres, de trahisons, de divisions, de massacres, mais aussi d'espérances, de résistances et de quelques victoires... Retour sur une épopée.

Disponible en kiosques et sur notre boutique [en ligne](#)

Numéro coordonné par Akram Belkaïd

Édition : Olivier Pironet

Conception graphique : Boris Sévéniako

Iconographie : Laetitia Guillemin

Photogravure : Patrick Puech-Wilhem

Cartographie : Cécile Marin

Correction : Xavier Monthéard et Florent Paillery

Remerciements à Olivier Piot et Claire Pilidjian

L'allié que l'on sacrifie ///// Akram Belkaïd

Introduction

Un grand peuple sans État ///// Cécile Marin

La course sans fin du soleil kurde ///// Olivier Piot

I. Le temps des défaites

Le 24 juillet 1923, le traité de Lausanne remettait en cause la création d'un État kurde pourtant promise par le traité de Sèvres (10 août 1920) conclu après la première guerre mondiale. Ce revers d'importance n'empêcha pas les Kurdes de tenter d'obtenir gain de cause au cours des décennies qui suivirent. Dans un Proche-Orient miné par les crises, leurs rares victoires ne furent jamais pérennes.

Les dures leçons de l'histoire ///// Kendal Nezan

Ouverture à Bagdad, inquiétude à Ankara et Téhéran ///// Éric Rouleau

Les principales organisations kurdes ///// Claire Pilidjian

L'apaisement puis encore la guerre ///// Kamuran Bédîr-Khan

Naissance et chute de la République de Mahabad ///// Thomas Bois

Divisions, alliances et revirements ///// Elizabeth Picard

Répression ordinaire en Iran ///// Jan Piruz

II. Résurgences et résistances

À partir des années 1980, la question kurde se duplique en deux conflits majeurs. Le premier, en Irak, n'est que la continuation de décennies faites d'alternance entre répression armée et tentatives de règlement pacifique. Le second, en Turquie, signe l'avènement d'un nouvel acteur décidé à arracher par les armes des concessions à Ankara : le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Quand le PKK prend les armes ///// Christiane More

Gazage à grande échelle ///// Kendal Nezan

Enlèvement turc au Kurdistan ///// Alain Gresh

Une bien incertaine autonomie ///// Michel Verrier

« Un frère tue son frère » ///// Akram Belkaïd

Plongée dans un pays en guerre ///// Olivier Piot

Le cinéma face au conflit en Anatolie///// Nicolas Monceau

III. Espérances et nouvelle donne

L'autonomie du Kurdistan irakien, l'ouverture de négociations de paix entre Ankara et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ainsi que l'expérience de communalisme démocratique dans le nord-est de la Syrie ouvrent de nouvelles perspectives aux Kurdes. Mais l'émergence de l'Organisation de l'État islamique (OEI) et les tensions entre le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) et le pouvoir irakien font renaître les logiques de guerre.

L'année où tout parut possible ///// Vicken Cheterian

Kirkouk la disputée ///// Shahinez Dawood

Les héros de Kobané ///// Dora Serwud

Émancipation féminine au Kurdistan irakien ///// Nadia Maucourant

Les ombres de Sanandaj ///// Airin Bahmani et Bruno Jäntti

La sale guerre du président Erdoğan ///// Selahattin Demirtaş

Voyage au cœur d'une utopie libertaire ///// Mireille Court et Chris Den Hond

Un référendum pour rien ? ///// Laurent Perpigna Iban

Le long chemin de la gauche kurde///// Jean-Michel Morel

L'incertitude règne au Rojava ///// Mireille Court et Chris Den Hond

Liberté d'expression en danger ///// Sylvain Mercadier

Les combats des femmes kurdes ///// Nazand Begikhani

L'erreur tactique du PKK ///// Akram Belkaïd

Voix de faits

Cartographie, chiffres-clés, citations...

- Population kurde dans le monde (carte)
- De la Médie au Rojava (chronologie)

Perspectives

Perspectives incertaines ///// Gérard Chaliand

Iconographie

Les images accompagnant ce numéro sont de :

- Mathias Depardon, Christophe Petit-Tesson, Emilien Urbano, Ako Goran.
- Goran Tomasevic, de l'agence Reuters.
- les archives Ali Qazi, Saman Barzinji, Homer Dizyee, Mullazem Omar et les photographes Francois-Xavier Lovat, Chris Kutschera de The Photolibrary of Kurdistan
- Bruno Barbey, Thomas Dworzak, Nikos Economopoulos, Susan Meiselas, Lorenzo Meloni, Emin Ozmen, Gilles Peress, Moises Saman, de l'agence Magnum.

Jalons

Un drapeau emblématique

Saladin, héros kurde du monde arabe

Moustapha Barzani, chef absolu

Fantômes arméniens, reconnaissance kurde

Le neveu de Moussa Bey de Mokhtan

La bataille de Tchaldirane

Les intellectuels turcs et la « sale guerre »

Un chef charismatique

Peshmergas

Mehmed Uzun, le pionnier

Ode à l'union pour peuple en révolte

La « ceinture arabe »

Newroz

Une délégation

L'heure kurde

Saz

Le penseur du communalisme

L'égérie de la « voie démocratique »

Bande dessinée

Coordonné par Guillaume Barou

Kobane Calling ///// Zerocalcare

Documentation

Olivier Pironet

Bibliographie

Sur la Toile

<https://www.monde-diplomatique.fr/mav/169/>

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=0&id=101363>

Agenda - Vient de paraître « Déconstruction » d'Erol Özkoray aux Éditions Thaddée

Agenda - Vient de paraître « Déconstruction » d'Erol Özkoray aux Éditions Thaddée - Collectif VAN - www.collectifvan.org - Vient de paraître « Déconstruction », le roman d'Erol Özkoray aux Éditions Thaddée qui lève le voile sur la Turquie, est disponible dès à présent en librairie. Comment comprendre la Turquie contemporaine au-delà des clichés flatteurs – fidèle alliée de l'OTAN, incarnation modèle d'un islam tolérant – que diffuse à outrance l'une des plus grandes destinations touristiques internationales ? Un immense défi, car comme l'explique le héros de ce roman en partie autobiographique, la Turquie moderne et laïque, fondée par Mustafa Kemal en 1923 sur les ruines de l'Empire ottoman, est bâtie sur toute une infrastructure de mensonges abyssaux

: des origines raciales délirantes mystifiant une race turque autochtone pure, à la négation d'une série de génocides, en particulier celui des Arméniens. Sans oublier leurs immenses biens spoliés, un butin qui a permis de financer en partie la guerre d'indépendance et de constituer de grandes fortunes qui ont perduré.

Publié le 24 octobre 2019

Éditions Thaddée

Déconstruction

Auteur :Erol Özkoray

ISBN :978 2919131747

Prix : 20,00€

Format : 15 x 21cm, 164 pages

Éditions Thaddée

Comment comprendre la Turquie contemporaine au-delà des clichés flatteurs – fidèle alliée de l'OTAN, incarnation modèle d'un islam tolérant – que diffuse à outrance l'une des plus grandes destinations touristiques internationales ? Un immense défi, car comme l'explique le héros de ce roman en partie autobiographique, la Turquie moderne et laïque, fondée par Mustafa Kemal en 1923 sur les ruines de l'Empire ottoman, est bâtie sur toute une infrastructure de mensonges abyssaux : des origines raciales délirantes mystifiant une race turque autochtone pure, à la négation d'une série de génocides, en particulier celui des Arméniens. Sans oublier leurs immenses biens spoliés, un butin qui a permis de financer en partie la guerre d'indépendance et de constituer de grandes fortunes qui ont perduré.

Dans cette découverte de la Turquie par sa « déconstruction », le lecteur aura pour guide Cem Aren, un jeune journaliste turc formé à l'école française. Il n'aura de cesse de démasquer ces mensonges d'Etat et de lutter pour faire triompher la vérité et la justice. Dans ses tribulations romanesques entre deux villes cardinales, Istanbul et Paris, il nous replonge dans les bouillonnantes années 1970 et 1980, et nous livre toute une série de révélations : la genèse du coup d'Etat de 1980, le nettoyage de toutes les mentions du génocide des Arméniens dans les archives ottomanes, l'affaire iranienne, les « passeports Mitterrand »...

Erol Özkoray, journaliste politique auprès des grands médias turcs et français, auteur de nombreux essais, lutte depuis 30 ans pour la défense des libertés en Turquie. Il est aussi l'un des tous premiers intellectuels turcs à avoir milité pour la reconnaissance du génocide des Arméniens. Élève du lycée francophone Galatasaray, il étudie ensuite à Sciences Po Paris. Harcelé par les tribunaux en Turquie, il réside à Paris et Stockholm.

Avec Déconstruction, il se lance dans un nouveau genre, le roman.

http://www.editionsthaddee.com/livres_41.html

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=0&id=101059>

Agenda - Parution/Ahmet Altan/Textes de prison : Je ne reverrai plus le monde

Agenda - Ahmet Altan/Textes de prison : Je ne reverrai plus le monde - Collectif VAN - www.collectifvan.org - Actes Sud publie pour cette rentrée littéraire le récit de prison du journaliste et écrivain turc Ahmet Altan "Je ne reverrai plus le monde". Ahmet Altan est romancier, essayiste et journaliste, il était aussi rédacteur en chef du quotidien Taraf jusqu'au 15 juillet 2016. À cette date, la Turquie s'enflamme, des milliers de personnes descendent dans la rue à Istanbul et à Ankara suite à une tentative de putsch. Le lendemain commence une vague d'arrestations parmi les fonctionnaires, les enseignants, l'armée et les journalistes. Ahmet Altan fait partie de ceux-là, il sera condamné à perpétuité, accusé d'avoir appelé au renversement du gouvernement de l'AKP. Ahmet Altan a 69 ans. Ces textes sont écrits du fond de sa geôle. Poignants, remarquablement maîtrisés, ces allers-retours entre réflexions, méditations et sensations expriment le quotidien du prisonnier mais ils disent aussi combien l'écriture est pour lui salvatrice. Tel un credo il s'en remet à son imagination, à la force des mots qui seule lui permet de survivre et de franchir les murs.

Actes Sud

Je ne reverrai plus le monde

Textes de prison

Ahmet ALTAN

Hors collection

Septembre 2019 / 10,0 x 19,0 / 224 pages

traduit du turc par : Julien LAPEYRE DE CABANES ISBN 978-2-330-12566-0

prix indicatif : 18, 50€

Genre : Mémoires, témoignages et autobiographies

Ahmet Altan est romancier, essayiste et journaliste, il était aussi rédacteur en chef du quotidien Taraf jusqu'au 15 juillet 2016. À cette date, la Turquie s'enflamme, des milliers de personnes descendent dans la rue à Istanbul et à Ankara suite à une tentative de putsch. Le lendemain commence une vague d'arrestations parmi les fonctionnaires, les enseignants, l'armée et les journalistes. Ahmet Altan fait partie de ceux-là, il sera condamné à perpétuité, accusé d'avoir appelé au renversement du gouvernement de l'AKP. Ahmet Altan a 69 ans.

Ces textes sont écrits du fond de sa geôle. Poignants, remarquablement maîtrisés, ces allers-retours entre réflexions, méditations et sensations expriment le quotidien du prisonnier mais ils disent aussi combien l'écriture est pour lui salvatrice. Tel un credo il s'en remet à son imagination, à la force des mots qui seule lui permet de survivre et de franchir les murs.

Un livre de résilience exemplaire.

"Je peux écrire n'importe où, le bruit et l'agitation ne m'ont jamais dérangé. D'ailleurs, une fois que je suis plongé dans l'écriture, tout ce qui m'entoure disparaît. Je romps le contact avec le monde extérieur et m'enferme dans une pièce invisible où personne ne peut entrer que moi.

J'oublie absolument tout en dehors du sujet qui m'occupe.

L'une des plus grandes libertés qui puissent être accordées à l'homme : oublier. Prison, cellule, murs, portes, verrous, questions, hommes – tout et tous s'effacent au seuil de cette frontière qu'il leur est strictement défendu de franchir." Ahmet Altan

[Juillet 2019] La Cour Suprême turque casse sa condamnation à perpétuité

Vendredi 5 juillet 2019, la Cour Suprême de Turquie a rendu un nouveau verdict et a annulé en appel les jugements des tribunaux inférieurs. La Cour Suprême a acquitté Mehmet Altan, le frère d'Ahmet, accusé aussi d'avoir participé au putsch, en estimant qu'il n'existait pas de preuves de sa culpabilité.

Elle a cassé les condamnations à perpétuité d'Ahmet Altan, Mehmet Altan et de Nazli Ilicak. Elle a conclu qu'Ahmet Altan et Nazli Ilicak n'avaient pas commis l'infraction de "violation de la Constitution", et n'a retenu contre eux que celle d'"aide à un groupe terroriste sans être membre".

Pour autant, la Cour a rejeté les demandes de remise en liberté d'Ahmet Altan et de Nazli Ilicak.

L'affaire est renvoyée devant la 26e Haute Cour Pénale d'Istanbul.

[Septembre 2018] Hommage à Ahmet Altan : rencontre avec Asli Erdogan

"À vous tous qui êtes rassemblés ici ce soir. Je vous remercie infiniment pour votre amitié.

Je ne sais pas si vous êtes conscients de la force extraordinaire que vous possédez, ainsi réunis, tous ensemble. Une force qui donne à l'homme que je suis, assis dans sa cellule de prison, à des milliers de kilomètres de chacun de vous, une confiance immense, une détermination totale. Celle de résister. Celle de croire à l'espoir. Votre amitié est mon bouclier. Aucune tyrannie ne saura le perforer. Votre amitié me protège.

Soyez certain que je connais la valeur d'un tel cadeau.

Paris me manque. Ses lumières, ses rues, ses sons, ses couleurs. Je ne suis pas certain de revoir Paris.

Alors, si ce soir, en sortant, vous passez près d'un bistro, buvez un verre, pour moi aussi.

Je vous embrasse avec tendresse." Ahmet Altan

La Gazette des Nouveaux Dissidents #25

L'association Les Nouveaux Dissidents organisait le 17 septembre 2019, en hommage à Ahmet Altan, une rencontre exceptionnelle avec Asli Erdogan (écrivaine et journaliste), Aysegul Sert (journaliste, reporter au New York Times), Timour Muhidine (directeur de la collection « Lettres turques » chez Actes Sud).

[Février 2018] Le romancier et journaliste turc, Ahmet Altan, a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité

Accusé d'avoir participé au putsch manqué du 15 juillet 2016 alors qu'il ne fait que dénoncer, depuis plusieurs décennies, toutes les atteintes du pouvoir à la démocratie, Ahmet Altan était incarcéré depuis septembre 2016 à la prison de Silivri (à 70 kms d'Istanbul). Vendredi 16 février 2018, il a été reconnu coupable ainsi que cinq autres personnes dont son frère, le journaliste Mehmet Altan, d'avoir tenté de « renverser l'ordre prévu par la Constitution de la République de Turquie ou de le remplacer par un autre ordre ou d'avoir entravé son fonctionnement pratique au moyen de la force et de la violence ».

Il a été condamné à la réclusion à perpétuité le vendredi 16 février 2018, par le 26e tribunal pénal d'Istanbul.

[Juin 2019] 1000e jour de prison

"Après le coup d'état manqué de juillet 2016, nous sommes les deux premiers écrivains à avoir été arrêtés sur des chefs d'accusation kafkaïens. La prison à vie a été requise contre nous et nous avons cru d'abord que c'était une blague. Nous avons cru qu'ils nous libéreraient après avoir eu la satisfaction de nous avoir maltraités. Ils m'ont relâchée, mais lui, ils l'ont condamné à perpétuité. Sans preuve, sans faits avérés, c'est purement atroce !

J'appelle tous les écrivains, les éditeurs, les journalistes à être solidaires d'Ahmet Altan et de tous les écrivains, journalistes, jetés en prison ou persécutés." Asli Erdoğan, écrivaine et journaliste turque, arrêtée et emprisonnée pendant cinq mois en 2016.

Ahmet Altan, né en 1950, est un des journalistes les plus renommés de Turquie, son œuvre de romancier a par ailleurs connu un grand succès, traduite en de nombreuses langues (anglais, allemand, italien, grec...). Deux de ses romans sont parus en français, chez Actes Sud : Comme une blessure de sabre (2000) et L'Amour au temps des révoltes (2008).

Son père, le journaliste Çetin Altan, fait partie des 17 députés socialistes qui entrent au Parlement turc en 1967. Pour ses articles, il sera condamné à près de 2 000 ans de prison. En 1974, dans le contexte de « L'Opération de maintien de la paix » (invasion de la partie nord de Chypre par les forces militaires turques), Ahmet Altan s'engage dans le journalisme : très vite, il commence à être connu pour ses articles en faveur de la démocratie. Il publie en 1982 son premier roman (vendu à 20 000 exemplaires) puis devient, en 1985, le rédacteur en chef du journal Günes. Il publie son deuxième roman qui est condamné pour atteinte aux bonnes mœurs et fait l'objet d'un autodafé.

1990 : Devenu journaliste à la télévision, il condamne la guerre et les deux camps, en dénonçant les crimes du PKK Günes et de l'armée turque.

1995 : Il devient rédacteur en chef du journal Milliyet (l'un des plus importants du pays). Sous la pression de l'état-major, le journal le licencie. À la suite d'un article satirique, il est condamné à 20 mois de prison avec sursis. Il est accusé de soutenir la création d'un Kurdistan indépendant.

1996 : Son quatrième roman est un vrai phénomène de librairie, il y aborde les assassinats sans suite judiciaire.

1999 : Avec Orhan Pamuk et Yachar Kemal, il rédige une déclaration pour les droits de l'homme (et des droits culturels des Kurdes) et de la démocratie en Turquie, elle sera signée par Elie Wiesel, Günter Grass, Umberto Eco...

2007 : Il crée le journal d'opposition Taraf, dont il est rédacteur en chef jusqu'à sa démission en 2012.

2008 : Il publie un article, « Oh, Mon Frère » dédié aux victimes du Génocide arménien et se voit inculpé d'insulte à la Nation turque.

2011 : Il reçoit le prix Hrant Dink de la Paix (Hrant Dink est un journaliste arménien assassiné en 2007).

2016 : Il est arrêté en septembre, accusé d'avoir participé au putsch manqué du 15 juillet.

2018 : Il est condamné à la perpétuité aggravée le 16 février par le 26e tribunal pénal d'Istanbul.

2019 : Sa condamnation est confirmée en appel par la Cour Constitutionnelle le 3 mai. Le 5 juillet, la Cour Suprême casse sa condamnation à perpétuité mais rejette sa demande de remise en liberté.

Esprit critique et très en prise avec la société turque, il a été arrêté le 10 septembre 2016 ainsi que son frère Mehmet Altan, également journaliste, accusés d'avoir participé au putsch manqué du 15 juillet 2016. Douze jours plus tard, il est mis en liberté provisoire, mais vingt-quatre heures plus tard, il est de nouveau incarcéré, inculpé « d'appartenance à une organisation terroriste » et de « tentative de renversement de la République de Turquie ».

Ahmet ALTAN

<https://www.actes-sud.fr/catalogue/litterature/je-ne-reverrai-plus-le-monde>

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=0&id=100885>

DOSSIERS PERMANENTS

Observatoire du Négationnisme du Collectif VAN

Récapitulatif des principaux faits et articles négationnistes relevés depuis 2006.

SOMMAIRE : <http://www.collectifvan.org/article.php?id=21105>

Ephémérides

La rubrique "Ephéméride" du Collectif VAN a été lancée le 6 décembre 2010. Elle recense la liste d'événements survenus à une date donnée, à différentes époques de l'Histoire, sur les thématiques que l'association suit au quotidien. L'éphéméride du Collectif VAN repose sur des

informations en ligne sur de nombreux sites (les sources sont spécifiées sous chaque entrée).

[Les éphémérides du Collectif VAN \(1ère partie\)](#)

[Les éphémérides du Collectif VAN \(2ème partie\)](#)

SITES INTERESSANTS

Visitez notre page de liens : <http://www.collectifvan.org/liens.php?r=7>

QUELQUES INFORMATIONS SUR LE SITE DU COLLECTIF VAN

Rubrique Info Collectif VAN

Retrouvez toutes les traductions de la presse anglophone ou turcophone dans notre rubrique Info Collectif VAN

<http://www.collectifvan.org/rubrique.php?r=0&page=1>

Le Collectif VAN met en ligne régulièrement des traductions de la presse anglophone et turcophone. Oeuvres de militants, de sympathisants du Collectif VAN et de prestataires, ou émanant de sites externes (tel celui de la FEAJD), ces traductions visent à mettre à la disposition du plus grand nombre, les informations essentielles à la bonne compréhension de l'actualité.

Vous retrouverez également dans la **Rubrique Info Collectif VAN** :

<http://www.collectifvan.org/rubrique.php?r=0&page=1>

- nos informations ou communiqués de presse, ainsi que ceux de certaines organisations externes.

- le sommaire bi-quotidien de notre Revue de Presse du jour.

- la Revue de la presse turque en français (ni traduite ni commentée de notre part).

- la Revue de la presse arménienne préparée par l'Ambassade de France en Arménie.

Rappel :

Vous avez en haut de page, un module Recherche pour retrouver un article. Attention, le champ de saisie ne doit comporter qu'un seul mot. Essayer de cibler en choisissant plutôt des noms propres, pour éviter un trop grand nombre d'occurrences.

Appel aux dons :

Aidez-nous à poursuivre notre mission d'information et de vigilance !

Envoyez vos dons :

Par chèque bancaire à l'ordre du "Collectif VAN"

A adresser à : Collectif VAN - BP 20083 - 92133 Issy-les-Moulineaux - France

Votre avantage fiscal :

Si vous êtes imposable, 66% du montant de votre don sont déductibles de vos impôts sur le revenu (de l'année suivante), dans la limite de 20% de vos revenus imposables. Un don de 100€ ne vous coûtera en réalité que 34 €.

<http://www.collectifvan.org/rubrique.php?r=0&page=1>

Utilisez au mieux le site du Collectif VAN

Info Collectif VAN - www.collectifvan.org - Le site du Collectif VAN met à jour quotidiennement des dizaines d'articles. Sachez naviguer dans les rubriques !

Rubrique News

Depuis le 20 octobre 2015, la page [News](#) du site www.collectifvan.org a cessé d'être alimentée mais elle constitue une source d'archives pour les informations quotidiennes qui y ont été postées depuis le lancement du site en mars 2006. La revue de presse - collectée 5 jours par semaine par la webmaster du **Collectif VAN** à partir des médias en ligne francophones - est donc à suivre uniquement dans la [Veille-Média](#) du Collectif VAN et sur les réseaux sociaux de notre association très active sur [Facebook](#) et [Twitter](#).

Info Collectif VAN

Toutes les traductions, résumés, informations propres au Collectif VAN sont en ligne à l'accueil dans la Rubrique Info Collectif VAN

<http://www.collectifvan.org/rubrique.php?r=0&page=1>

Tout sur VAN

Mieux connaître le Collectif VAN : rendez vous à la rubrique Tout sur VAN.

<http://collectifvan.org/rubrique.php?r=1&page=1>

Tout sur VAN : vous y trouverez également les courriers des lecteurs

Les courriers des sympathisants du Collectif VAN nous font chaud au cœur et nous confortent dans la certitude que notre approche du combat que nous menons, est juste. Et comme ça fait toujours du bien de relire de temps en temps leurs encouragements et dans la mesure du possible, nous mettons en ligne les mails reçus, du plus récent au plus ancien (en ne gardant que les initiales des sympathisants) :

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=1&id=6137>

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=1&id=2203>

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=1&id=538>

Salle de Presse

Tous les articles de la presse française rendant compte des actions réalisées par le Collectif VAN sont en ligne dans la rubrique Salle de presse.

<http://collectifvan.org/rubrique.php?r=2&page=1>

Communiqués

Les Communiqués du Collectif VAN se trouvent dans la rubrique Communiqués.

<http://collectifvan.org/rubrique.php?page=1&r=9>

Actions VAN

Tous les articles présentant les actions organisées et réalisées par le Collectif VAN sont mis en ligne dans la rubrique Actions VAN.

<http://collectifvan.org/rubrique.php?r=3&page=1>

Agenda

Les annonces parlant des événements culturels à venir (réunions publiques, manifestations, conférences, concerts, projections de films, expositions, parution d'ouvrages, etc.), sont mises en ligne dans la rubrique Agenda.

<http://collectifvan.org/rubrique.php?r=5&page=1>

Photothèque

De nombreux photos-reportages sont disponibles en ligne dans la rubrique Photothèque

http://collectifvan.org/rubrique_photo.php?r=6

Veille-Media

Toutes les Veilles-Media à télécharger sur :

http://www.collectifvan.org/rubrique_veille.php?r=9&page=1

MEDIAS

Quelques émissions TV & radios

où les citoyens peuvent intervenir

Soyez un citoyen actif et participez aux débats dans les médias.

Quelques coordonnées :

TF1 - 1, quai du point-du-jour 92656 Boulogne cedex

Tel : 01 41 41 12 34 / 0803 809 810 — Fax : 01 41 41 28 40

Internet : www.tf1.fr

France 2 - 7, esplanade Henri-de-France 75907 Paris cedex 15

Tel : 0825 033 333 Fax : 01 56 22 98 74

Internet : www.france2.fr

Email : mediateurinfo@france2.fr

France 3 - 7, esplanade Henri-de-France 75907 Paris cedex 15

Tel : 0825 033 333 Fax : 01 56 22 75 02

Internet : www.france3.fr

Email : com@france3.fr

mediateurinfo@france3.fr

Canal + - 85-89 quai André Citroën 75711 Paris cedex 15

Tel : 01 44 25 10 00 Fax : 01 44 25 12 34

Internet : www.cplus.fr

France 5 - 8, rue Marceau 92785 Issy-les-Moulineaux cedex 9

Tel : 01 55 00 74 74 — Fax : 01 55 00 77 00

Internet : <http://www.france5.fr/>

Email : <http://www.france5.fr/contact/>

Ecrivez à Alain Le Garrec, médiateur des programmes sur :

<http://www.france5.fr/contact/W00069/2/71909.cfm>

Arte - 2a rue de la Fonderie 67080 Strasbourg cedex

Tel : 03 88 14 22 55 — Fax : 03 88 14 22 00

Internet : www.arte-tv.com

Email : communication@arte-tv.com

M6 - 89, av. Charles de Gaulle 92575 Neuilly/Seine cedex

Tel : 0825 06 66 66 - Fax : 01 41 92 66 10

Internet : www.m6.fr

CNEWS - 6 allée de la Deuxième DB 75015 Paris

Tel : 01 53 91 50 00— Fax : 01 53 91 50 01

Internet : www.itelevision.fr

LCI - 54 av. de la Voie Lactée 92656 Boulogne cedex

Tel : 01 41 41 23 45— Fax : 01 41 41 38 50

Internet : www.lci.fr

Quelques émissions Radio :

France Inter www.radiofrance.fr

Le téléphone sonne

En semaine de 19h20 à 20h00

Si vous voulez poser une question, témoigner et/ou intervenir à l'antenne...

- le téléphone 01.45.24.70.00 dès 17h
- Internet, en utilisant le formulaire de la page "Pour intervenir".
- le SMS+ pour réagir pendant l'émission, de 19h20 à 20h : sur votre téléphone mobile, saisir le code " TEL " suivi d'un espace, votre question puis valider et envoyer au 6 20 30. (0.35€ par message plus le prix du sms)

Le lundi, mardi, jeudi et vendredi à 19h20, nous vous invitons à réagir sur un thème de l'actualité, à poser vos questions aux invités du téléphone sonne. Vous pouvez également, après la diffusion, réécouter l'émission dans son intégralité.

RMCwww.rmcfinfo.fr

BOURDIN & Co Le 1er show radio d'info

Du lundi au vendredi de 6h à 10h.

Découvrez une nouvelle façon de traiter l'info du matin avec "Bourdin &Co" !
Finis les journaux austères et redondants. Voilà enfin un espace de liberté où auditeurs, politiques et journalistes sont logés à la même enseigne.
Jean-Jacques Bourdin agite, provoque, polémique, et vos réactions ne se font jamais attendre! Un ton débridé et sincère pour des échanges parfois musclés mais toujours respectueux. Pour intervenir : Appelez le 3216 (0,34€/min).

=====

L'association des auditeurs de France Culture

L'association des Auditeurs de France Culture (aafc), créée en 1984, rassemble les personnes qui veulent manifester leur intérêt pour cette chaîne de radio dont les émissions sont écoutées et appréciées au delà de nos frontières.

L'objet de l'association est de regrouper les auditeurs de France Culture pour favoriser des rencontres et coordonner les actions visant à :

- l'évolution de la chaîne dans le maintien de sa qualité ;
- la préservation de son identité et de sa spécificité ;
- l'amélioration de sa technique et de son confort d'écoute ;
- son ouverture aux différents aspects de la culture ;
- son rayonnement et développement de son influence ;
- sa pérennité.

L'Association se déclare attachée au caractère de service public de France Culture et ne saurait en aucun cas se substituer à lui. Elle se veut pluraliste et indépendante de tout engagement politique, confessionnel, syndical et philosophique.

Association des auditeurs de France Culture

83 boulevard Beaumarchais

75003 Paris

Téléphone : 01 42 09 03 67

Courriel : aafc@free.fr

=====

Collectif VAN

[Vigilance Arménienne contre le Négationnisme]

BP 20083, 92133 Issy-les-Moulineaux - France

Boîte vocale : +33 1 77 62 70 77 - Email: contact@collectifvan.org

<http://www.collectifvan.org>

Les Infos Collectif VAN sur :

<http://www.collectifvan.org/rubrique.php?page=1&r=0>